



Rapport annuel
2019

Aviva Assurances

| Assurance | Protection | Epargne |



AVIVA ASSURANCES

*Société anonyme d'assurances Incendie, Accidents et Risques Divers
au capital social de 178 771 908,38 euros
Entreprise régie par le code des assurances
Siège social : 13 rue du Moulin Bailly - 92270 Bois-Colombes
306 522 665 RCS Nanterre*

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

DU 10 JUIN 2020

Exercice 2019

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Phalla GERVAIS¹

Président

Blandine CHAGHAL

Bruno de SEGUINS

Béatrice TULPIER³

DIRECTION GENERALE

Christophe BOURNIT²

Directeur général

Bruno de SEGUINS

Directeur général délégué

COMMISSAIRE AUX COMPTES

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

¹ A compter du 28 juin 2019, succédant dans les fonctions de Président du conseil d'administration à Patrick Dixneuf

² A compter du 25 novembre 2019, en remplacement de Susan Penwarden

³ Administrateur représentant des salariés

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle pour vous rendre compte de l'activité de votre société au cours de l'exercice 2019, soumettre à votre approbation les comptes annuels au 31 décembre 2019 et plus généralement délibérer sur les différents points inscrits à l'ordre du jour.

I - SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE DURANT L'ANNEE 2019

En 2019, Aviva Assurances a connu une croissance soutenue conforme aux ambitions fixées dans le cadre du plan.

Aviva Assurance propose des solutions d'assurance :

- En direct : auprès des clients particuliers.

Les contrats sont distribués sous la marque Eurofil by Aviva. Il s'agit majoritairement de produits Auto, Multirisque Habitation et Garanties Accident de la Vie.

Notre ambition est d'offrir une couverture d'un bon rapport qualité-prix, des services efficaces et répondant aux attentes de nos clients. Le canal digital est privilégié.

Les clients bénéficient également du support téléphonique d'équipes professionnelles qui leur apportent conseils et assistance tout au long de la vie du contrat.

- Aux clients des agents.

Aviva Assurances a développé un réseau d'agents, en forte proximité avec ses clients. Depuis la création de la compagnie, les agents généraux conseillent nos clients et leur proposent les produits d'assurance vie et non-vie répondant à leurs attentes et leurs besoins.

Au-delà de la croissance de l'activité, nous orientons, avec succès, la production des agents généraux vers les offres à destination des agriculteurs, des artisans et commerçants et des entreprises. Notre objectif est de valoriser les conseils, le savoir-faire et les offres de services auprès de la clientèle professionnelle.

Les agents distribuent l'ensemble de la gamme de produits d'Aviva Assurances : produits pour les particuliers (Auto, Multirisque Habitation, Responsabilité Civile, Garantie Accident de la Vie, Santé) et pour les professionnels. Pour les agriculteurs : assurance grêle et autres risques climatiques sur récoltes. Pour l'ensemble des professionnels et entreprises : assurances de dommages aux biens, Responsabilité Civile – y compris Responsabilité décennale en construction, flottes automobiles, Santé des professionnels et Santé Collective.

- Aux clients de nos courtiers partenaires.

Aviva Assurances a construit depuis de longues années des liens de proximité avec des courtiers pour distribuer les produits d'assurance construction : Dommage Ouvrage et tous risques chantier, Responsabilité Civile Décennale et Responsabilité Civile pour les professionnels de la construction.

La compagnie a pour ambition de développer les relations avec les courtiers partenaires et d'offrir une proposition en assurance de dommages, à destination des entreprises.

Pour rappel en 2017, Aviva Assurances s'est défait de son portefeuille de courtage en Santé individuelle, considéré comme non stratégique pour se concentrer sur les marchés et distributeurs cibles.

Sur l'exercice 2019, Aviva Assurances n'a pas d'entreprise liée.

II - LES OPERATIONS ET L'ACTIVITE DE LA SOCIETE EN 2019

Le chiffre d'affaires croît de + 5 % à 1,629 milliard d'Euros dont + 1 % sur la santé et + 6 % sur le périmètre hors santé.

Nous avons poursuivi nos actions avec une activité commerciale soutenue et un développement sur les activités professionnelles.

Les actions de développement de l'activité directe (Eurofil by Aviva) continuent à porter leurs fruits sur les ventes.

La note C-2 qui figure en annexe des comptes sociaux ventile l'activité selon les catégories réglementaires. Les données chiffrées qui suivent correspondent à une analyse par marché. Elles ne sont de ce fait pas directement comparables avec celles de la note C-2.

| (en M€) | 2019 | 2018 | Evolution en % |
|----------------------------------|--------------|--------------|----------------|
| Primes émises | | | |
| Agences | 1 345 | 1 291 | 4% |
| - Particuliers | 558 | 548 | 2% |
| - Entreprises | 387 | 364 | 6% |
| - Santé | 225 | 218 | 3% |
| - Agricole | 175 | 161 | 9% |
| Courtage | 144 | 128 | 13% |
| - Entreprises | 118 | 102 | 16% |
| - Santé | 8 | 11 | -27% |
| - Protection juridique | 16 | 15 | 7% |
| - Particuliers | 2 | | |
| Direct | 130 | 125 | 4% |
| - Particuliers | 119 | 112 | 6% |
| - Santé | 11 | 13 | -15% |
| Autres émissions | 10 | 2 | NS |
| Variation des PANE nettes de PAP | 8 | 1 | NS |
| Acceptations et divers | 2 | 1 | 100% |
| Chiffre d'affaires | 1 629 | 1 546 | 5% |

1 - Les risques de particuliers

1.1 Le portefeuille des agents généraux :

Le portefeuille agents généraux affiche sur l'année 2019 une hausse du nombre d'affaires nouvelles de 11,8 % tiré principalement par le produit Multirisque Habitation.

L'exercice 2019 était en effet le premier exercice complet depuis la généralisation du nouveau produit Aviva Habitation, qui répond mieux aux nouveaux besoins de nos clients, avec un repositionnement tarifaire qui a permis d'inverser la tendance sur la production nette Multirisque Habitation.

L'automobile réalise également une bonne performance avec une progression des affaires nouvelles de 8,5 %.

L'activité sur l'auto a continué de bénéficier des mesures exceptionnelles, et d'une politique tarifaire très modérée. Outre la progression des affaires nouvelles, la rétention de notre portefeuille s'est encore améliorée, avec des résiliations en retrait de 3,1 %. Au total, la production nette en montant Auto atteint 11,3 M€, soit son plus haut niveau des années 2010.

Le chiffre d'affaires du réseau d'agents s'élève à 558 M€ contre 548 M€ en 2018. La hausse du chiffre d'affaires est due de façon prédominante au développement de l'activité et à la rétention, avec une production nette en montant positive de 7,4 M€ qui explique en grande partie la hausse du chiffre d'affaires.

1.2 Le portefeuille Direct :

Dans un marché où la concurrence est forte, 2019 aura été une bonne année commerciale sur l'activité direct particulier (Eurofil) avec plus de 100 000 affaires nouvelles, au-delà de nos prévisions de développement.

L'ensemble des indicateurs commerciaux sont au vert et le nombre de clients progresse de plus de 7 %. Notre offre MRH Client Unique est opérationnelle sur l'ensemble de nos réseaux.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 6,5 % entre 2018 et 2019, porté par le produit automobile qui affiche une progression de 7,5 %.

2 - Les risques des agriculteurs, professionnels et PME

2.1 Le portefeuille des agents généraux :

La stratégie de développement concernant les marchés agricoles, professionnels et entreprises s'est poursuivie en 2019 avec le réseau des agents généraux et des courtiers pour le segment Entreprise. Les plans d'animations prévus ont été déployés.

Concernant le réseau des courtiers, il s'agissait de renouer des contacts et d'initier un flux d'études dans nos cibles privilégiées sur le secteur PME et ETI (Entreprise de Taille Intermédiaire).

Le travail permanent d'adaptation de l'offre conjugué à des actions marketing et de pricing à destination de nos apporteurs a porté ses fruits notamment sur le marché des artisans/commerçants et des PME.

Le portefeuille des risques agricoles connaît lui toujours une croissance confortant la place d'Aviva Assurances comme quatrième assureur agricole. L'objectif est d'offrir aux clients agriculteurs des solutions complètes pour l'ensemble des risques assurés : grêle et autres risques climatiques sur récoltes, dommages, Responsabilité Civile et flottes agricoles ainsi que les produits d'assurance de personne.

En Pro/Entreprise, on double la production nette par rapport à l'année 2018, pour atteindre 9 M€, le plus haut niveau de la décennie, équilibrée entre le développement de l'activité, et la rétention du portefeuille. La production nette représente près de la moitié de la croissance de 6,3 % du chiffre d'affaires sur ces marchés.

Au total, le chiffre d'affaires sur le périmètre est en augmentation de 7,0 %, là où le marché est à 3,5 % (source FFA T3 2019).

2.2 Le portefeuille courtage :

Pour soutenir notre stratégie de développement sur les marchés des professionnels, nous avons lancé une activité sur le marché Entreprise avec des courtiers spécialisés choisis en 2018, et que nous avons poursuivie en 2019.

Notre organisation « proximité » s'est dotée d'une équipe en charge de l'animation de ces courtiers régionaux et nationaux, et les équipes de souscription sur les branches Risque Industriel, Responsabilité Civile et Construction se sont renforcées pour s'adapter au mode de fonctionnement de ces nouveaux partenaires.

Le chiffre d'affaires du courtage entreprise augmente ainsi significativement de 16 % à 118 M€ en 2019 grâce à tout ce travail initié. Le courtage dommage représente désormais 22 % des affaires nouvelles en montant, contre 18 % en 2018 et 15 % en 2017.

3 - Les risques Santé

En 2019, l'année a été principalement dédiée aux aspects réglementaires avec la mise en œuvre du 100 % Santé tant sur notre portefeuille individuel que collectif.

Au global ce sont près de 300 000 de nos bénéficiaires qui profitent de ces nouvelles mesures.

Sur le marché individuel, nous avons poursuivi nos travaux d'automatisation de la détection de la fraude en collaboration avec les équipes Data Analytics. Nous avons également mis à disposition de nos clients un réseau d'audioprothésistes et de dentistes via notre réseau de soins.

Sur la Collective, une nouvelle offre à destination des Hôtels, Cafés et Restaurants a été lancée. Un travail d'optimisation du portail « Collective » a été mené avec la mise à disposition d'un nouvel outil de comparaison des Conventions Collectives Nationales (cet outil sécurise nos agents dans leur devoir de conseil). Par ailleurs, de nouvelles fonctionnalités ont été ajoutées dans le portail.

Enfin toujours sur le marché de la Collective nous avons valorisé le fonds d'Action Sociale auprès des bénéficiaires et déployer de nouveaux services :

- ligne téléphonique d'écoute psychologique,
- formation on line aux gestes qui sauvent ,
- aides financières (financement de soins couteux et/ou mal remboursés, prise en charge de la cotisation....).

4 - Le risque Protection Juridique

Aviva Assurances est un acteur significatif de l'assurance de protection juridique avec 63 M€ de chiffre d'affaires.

L'activité Protection Juridique est issue de :

- l'inclusion de garanties Protection Juridique dans les contrats de particuliers,
- la souscription d'options dans des contrats professionnels ou particuliers,
- l'inclusion de garanties Défense pénale et/ou Recours suite à accidents dans les contrats des professionnels ou des particuliers,
- la souscription de contrats Protection Juridique à destination des particuliers et professionnels en vente individuelle,
- un réseau de partenariats existants et que nous cherchons à développer, notamment sur le Pro et l'Entreprise.

5 - Les cessions en réassurance

Aviva Assurances se réassure pour céder les risques d'intensité et/ou de fréquence : catastrophes naturelles et climatiques, incendie sur les risques présentant des niveaux d'exposition significatifs, Responsabilité Civile, Auto et non-Auto, Responsabilité Civile décennale en construction. Les niveaux de rétention et de couverture répondent au niveau d'appétence au risque de la compagnie ainsi qu'à sa stratégie de développement.

Certains traités sont intégrés dans une couverture commune au groupe Aviva, bénéficiant ainsi de l'effet taille du groupe et des relations privilégiées de celui-ci avec les réassureurs, l'impact se mesure aussi bien sur le budget que sur les niveaux de couverture.

Un traité de réassurance en quote-part (Quota share reinsurance agreement), appelé traité « Mixer », a été mis en place à effet du 1er janvier 2016. Ce dispositif de réassurance permet de mutualiser les risques de toutes les entités participantes. Ce traité est signé avec Aviva International Insurance Ltd (AII). Il est en quote-part à 50 % et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

III - PERSPECTIVES 2020

En ligne avec la stratégie du Groupe Aviva, Aviva Assurances entend poursuivre la croissance rentable de son activité en 2020 avec comme principaux objectifs de :

- faire évoluer ses offres et services à destination des Particuliers tout en simplifiant les parcours Clients notamment à travers la poursuite de la mise en place opérationnelle du projet « Client Unique »,
- poursuivre son développement sur les marchés professionnels et PME avec le soutien de son réseau d'agents généraux, et sur le marché des ETI en s'appuyant sur ses partenaires courtiers,
- développer de nouveaux services et solutions d'assurances en rapport avec l'évolution des comportements, besoins et usages des Clients.

Concernant le courtage, nos ambitions sont fortes. Après une année couronnée de succès, nous avons pour objectif de continuer sur notre lancée, en poursuivant notre croissance sur le segment des Professionnels et en préservant nos marges techniques.

Sur le Direct, notre ambition est de poursuivre notre croissance rentable. Plusieurs initiatives soutiennent cet objectif :

- l'optimisation de notre ciblage et de notre pilotage tarifaire,
- des investissements digitaux finement pilotés diversifiant nos poches de prospects et renforçant l'efficacité de nos parcours,
- des pistes d'élargissement de gamme,
- une complémentarité accrue avec les réseaux de distribution physique.

IV - ELEMENTS COMPTABLES DE L'EXERCICE

1. Le compte de résultat

Le résultat net de l'exercice est une perte de 56,3 M€ en 2019, contre un profit de 80,3 M€ en 2018.

| (en M€) | 2019 | 2018 | Variation | Evolution |
|-------------------------------|--------------|-------------|---------------|-----------|
| Résultat technique net | -48,3 | 76,8 | -125,1 | NS |
| Résultat non technique | -5,5 | 27,8 | -33,3 | NS |
| Résultat exceptionnel | 0,0 | 0,5 | -0,5 | NS |
| Participation des salariés | -4,2 | -7,1 | 2,9 | NS |
| Impôt sur les sociétés | 1,7 | -17,7 | 19,4 | NS |
| Résultat de l'exercice | -56,3 | 80,3 | -136,6 | NS |

La formation du résultat technique

| (en M€) | 2019 | 2018 | Variation | Evolution |
|--|--------------|--------------|---------------|-----------|
| Primes acquises brutes | 1 589,2 | 1 497,4 | 91,8 | 6,1% |
| Produits des placements alloués | -27,5 | 97,4 | -124,9 | NS |
| Charge des sinistres | -1 208,2 | -1 167,5 | -40,7 | 3,5% |
| Autres provisions techniques | -15,3 | 32,6 | -47,9 | NS |
| Frais d'acquisition et d'administration | -392,3 | -372,8 | -19,5 | 5,2% |
| Autres produits techniques nets de charges | 12,9 | 14,4 | -1,5 | -10,4% |
| Résultat technique brut | -41,2 | 101,5 | -142,7 | NS |
| Résultat de la réassurance | -7,1 | -24,7 | 17,6 | NS |
| Résultat technique net | -48,3 | 76,8 | -125,1 | NS |

Le résultat technique est une perte de - 48,3 M€ en 2019 contre un profit de + 76,8 M€ en 2018.

Il est essentiellement impacté par :

- une hausse des primes acquises qui s'explique notamment par un effet volume (progression du nombre de contrats),
- une légère hausse de la charge des sinistres,

- une augmentation des frais d'acquisition et d'administration,
- une forte diminution des produits de placements alloués au technique résultant d'une part de la baisse des plus-values nettes réalisées, d'autre part de la hausse des frais de gestion des placements, dans lesquels est enregistré le financier du Mixer,
- une amélioration du résultat de réassurance liée essentiellement au gain généré par l'application du traité « Mixer ».

LES PRIMES

| (en M€) | 2019 | 2018 | Variation | Evolution |
|---|----------------|----------------|-------------|-------------|
| Primes émises | 1 620,3 | 1 544,4 | 75,9 | 4,9% |
| Variation des provisions pour Primes Acquisées Non Emises nettes des Provisions pour Annulation de Primes | 8,2 | 1,2 | 7,0 | NS |
| Primes émises nettes de PANE et PAP | 1 628,5 | 1 545,6 | 82,9 | 5,4% |
| Variation des provisions pour Primes Non Acquisées | -31,9 | -42,3 | 10,4 | NS |
| Variation de la provision pour Risques En Cours | -7,4 | -5,9 | -1,5 | NS |
| Variation des provisions pour Primes Non Acquisées et Risques En Cours | -39,3 | -48,2 | 8,9 | NS |
| Primes acquises à l'exercice | 1 589,2 | 1 497,4 | 91,8 | 6,1% |

Le montant des primes émises est de 1 620,3 M€ en 2019, contre 1 544,4 M€ en 2018.

Les primes acquises s'élevaient à 1 589,2 M€ en 2019, soit une variation de + 6,1 % par rapport à 2018.

LES PRODUITS DES PLACEMENTS ALLOUES AU COMPTE DE RESULTAT TECHNIQUE

Leur montant résulte de l'allocation au compte de résultat technique d'une fraction des produits financiers, déterminée sur la base du rapport « provisions techniques nettes / (provisions techniques nettes + fonds propres) », qui est de 85,4 % en 2019 contre 77,5 % en 2018.

LES SINISTRES

| (en M€) | 2019 | 2018 | Variation | Evolution |
|--|-----------------|-----------------|--------------|-------------|
| Sinistres payés | -961,8 | -905,7 | -56,1 | 6,2% |
| Variation de provision de sinistres déclarés | -85,5 | -86,0 | 0,5 | -0,6% |
| Variation de provision de sinistres tardifs | -26,6 | -53,4 | 26,8 | - 50,2% |
| Variation de la provision pour sinistres non encore manifestés | -29,4 | -25,4 | -4,0 | 15,7% |
| Variation de la provision pour charge de sinistres futurs construction | - | 2,4 | -2,4 | NS |
| Charge de sinistres brute hors frais de gestion | -1 103,3 | -1 068,1 | -35,2 | 3,3% |
| Frais de gestion des sinistres de l'exercice | -102,9 | -99,1 | -3,8 | 3,8% |
| Variation des provisions pour frais de gestion des sinistres | -2,0 | -0,3 | -1,7 | NS |
| Total frais de gestion des sinistres | -104,9 | -99,4 | -5,5 | 5,5% |
| Charge de sinistres frais de gestion inclus | -1 208,2 | -1167,5 | -40,7 | 3,5% |

Le rapport comptable « sinistres/primes », qui inclut les effets de la liquidation des exercices antérieurs, est de 76 % en 2019 contre 78 % en 2018.

La charge brute des sinistres, qui comprend les frais de gestion liés au règlement des sinistres, est passée de 1 167,5 M€ en 2018 à 1 208,2 M€ en 2019, soit une augmentation de 3,5 %. Cette évolution est entre autre liée à la sinistralité portant sur les événements climatiques (inondations, tempêtes, grêle, ...). La charge des prestations a également été marquée par une sinistralité « sécheresse » accrue imputable à deux effets combinés : les épisodes caniculaires de juin et juillet 2019, ainsi qu'une revue à la hausse de l'estimation de la charge de l'exercice 2018.

LES « AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES » ET LA PROVISION D'EGALISATION

| (en M€) | 2019 | 2018 | Variation | Evolution |
|--|--------------|-------------|--------------|-----------|
| Variation de la provision mathématique de rentes | -6,8 | 4,8 | -11,6 | NS |
| Variation de la provision d'égalisation | -8,5 | 27,8 | -36,3 | NS |
| Total des autres provisions techniques | -15,3 | 32,6 | -47,9 | NS |

L'évolution de la provision mathématique s'explique aussi bien par la constitution de nouvelles rentes en service que par la baisse du taux d'actualisation retenu pour le calcul de ces réserves.

Quant à la variation de la provision d'égalisation, elle provient essentiellement de l'évolution du résultat technique des risques Catastrophes Naturelles et Attentat.

LES FRAIS D'ACQUISITION ET D'ADMINISTRATION

| (en M€) | 2019 | 2018 | Variation | Evolution |
|--|---------------|---------------|--------------|--------------|
| Commissions d'acquisition | -181,8 | -175,4 | -6,4 | 3,6% |
| Autres charges d'acquisition | -112,1 | -98,2 | -13,9 | 14,2% |
| Variation des frais d'acquisition reportés | 5,7 | 8,2 | -2,5 | NS |
| Sous-total des frais d'acquisition | -288,2 | -265,4 | -22,8 | 8,6% |
| Commissions d'administration | -42,8 | -40,3 | -2,5 | 6,2% |
| Autres charges d'administration | -61,3 | -67,1 | 5,8 | -8,6% |
| Sous-total des frais d'administration | -104,1 | -107,4 | 3,3 | -3,1% |
| Total des frais d'acquisition et d'administration | -392,3 | -372,8 | -19,5 | 5,2% |

Les frais d'acquisition et d'administration résultent de la répartition analytique des frais généraux et des commissions.

Ils affichent une augmentation globale de 5,2 % après une baisse en 2018.

LES AUTRES CHARGES ET AUTRES PRODUITS TECHNIQUES

| (en M€) | 2019 | 2018 | Variation | Evolution |
|--|-------------|-------------|-------------|---------------|
| Autres produits techniques | 12,9 | 14,4 | -1,5 | -10,4% |
| Autres charges techniques | - | - | - | - |
| Autres produits techniques nets des autres charges techniques | 12,9 | 14,4 | -1,5 | -10,4% |

Ce poste comprend la fraction des frais généraux et des produits ne concourant pas directement à l'acquisition des contrats, à la gestion des sinistres ou à la gestion des placements.

LE RESULTAT DE LA REASSURANCE

| (en M€) | 2019 | 2018 | Variation | Evolution |
|--|--------------|--------------|-------------|-------------|
| Primes acquises cédées | -825,8 | -774,3 | -51,5 | 6,7% |
| Sinistres cédés nets de recours | 534,1 | 510,6 | 23,5 | 4,6% |
| Variation de provision de sinistres cédés | 69,2 | 60,3 | 8,9 | 14,8% |
| Variation de la provision pour sinistres non encore manifestés | 14,7 | 12,7 | 2,0 | 15,7% |
| Variation de la provision pour charge de sinistres futurs construction cédée | 0,0 | -1,2 | 1,2 | NS |
| Sous-total charge sinistres cédée | 618,0 | 582,4 | 35,6 | 6,1% |
| Commissions reçues des réassureurs | 193,0 | 183,5 | 9,5 | 5,2% |
| Variation de la provision mathématique de rentes | 3,4 | -2,4 | 5,8 | NS |
| Variation de la provision d'égalisation | 4,3 | -13,9 | 18,2 | NS |
| Sous-total des autres provisions techniques | 7,7 | -16,3 | 24,0 | NS |
| Charge nette de la réassurance | -7,1 | -24,7 | 17,6 | NS |

Le résultat de la réassurance est une charge nette de 7,1 M€ en 2019, contre une charge nette de 24,7 M€ en 2018.

La formation du résultat non technique

| (en M€) | 2019 | 2018 | Variation | Evolution |
|--|-------------|-------------|--------------|-----------|
| Résultat financier net des produits alloués au technique | -4,7 | 28,3 | -33,0 | NS |
| Autres produits et charges non techniques | -0,8 | -0,5 | -0,3 | NS |
| Résultat non technique | -5,5 | 27,8 | -33,3 | NS |

LES PRODUITS ET CHARGES DES PLACEMENTS (présentés nets de charges)

| (en M€) | 2019 | 2018 | Variation | Evolution |
|--|-------------|--------------|--------------|----------------|
| Valeurs mobilières | 32,0 | 37,7 | -5,7 | -15,1% |
| Immobilier | 7,5 | 7,2 | 0,3 | 4,2% |
| Autres | 1,2 | 1,2 | 0,0 | 0,0% |
| Sous-total revenus courants | 40,7 | 46,1 | -5,4 | -11,7% |
| Plus-values réalisées nettes | 19,9 | 73,3 | -53,4 | -72,9% |
| Frais de gestion des placements | -92,8 | 6,3 | -99,1 | NS |
| Résultat des placements | -32,2 | 125,7 | -157,9 | NS |
| Produits des placements alloués au résultat technique | 27,5 | -97,4 | 124,9 | -128,2% |
| Résultat des placements net des produits alloués au technique | -4,7 | 28,3 | -33,0 | -116,6% |

Les frais de gestion des placements intègrent une charge de 89,8 M€ liés au Mixer, contre un produit de 9,5 M€ en 2018.

Avant allocation au compte technique, le résultat des placements est de - 32,2 M€ en 2019, contre 125,7 M€ en 2018.

Cette diminution est principalement liée au financier cédé au « Mixer » (- 99,1 M€) ainsi qu'aux plus-values réalisées nettes (- 53,4 M€).

LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel est un produit non significatif. Pour mémoire, il était un produit net de 0,5 M€ l'année dernière.

LA PARTICIPATION DES SALARIES

Ce poste s'élève à 4,2 M€. Il regroupe la participation et l'intéressement des salariés ainsi que les abondements versés par l'entreprise. Il comprend les montants payés au titre de l'exercice précédent et la variation des différentes provisions.

L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Ce poste s'élève à + 1,7 M€, contre - 17,7 M€ en 2018. Aucune provision relative à l'impôt sur les sociétés n'a été constituée au titre de l'exercice.

2. Le bilan

Le total du bilan s'élève à 4 708,3 M€, contre 4 527,1 M€ au 31-12-2018, soit une augmentation de 4,0 %.

LES PLACEMENTS

| (en M€) | 31-12-2019 | 31-12-2018 | Variation | Evolution |
|---|----------------|----------------|--------------|--------------|
| Terrains | - | - | - | - |
| Immeubles de placement | 54,6 | 55,4 | -0,8 | -1,4% |
| Immeubles d'exploitation | 6,1 | 6,0 | 0,1 | 1,7% |
| Parts de SCI non cotées | 184,3 | 177,5 | 6,8 | 3,8% |
| Sous-total terrains et constructions | 245,0 | 238,9 | 6,1 | 2,6% |
| Placements dans les entreprises liées ou avec un lien de participation | 0,6 | 0,6 | 0,0 | 0,0% |
| Actions et autres titres à revenu variable | 664,8 | 706,6 | -41,8 | -5,9% |
| Obligations cotées | 1 360,9 | 1 353,9 | 7,0 | 0,5% |
| Sous-total autres titres en portefeuille | 2 025,7 | 2 060,5 | -34,8 | -1,7% |
| Prêts | 0,3 | 0,3 | - | - |
| Dépôts auprès établissements de crédit | 0,0 | 4,0 | -4,0 | - 1,0 |
| Dépôts chez les cédantes | 7,2 | 7,6 | -0,4 | -5,3% |
| Autres placements | 1,0 | 1,0 | 0,0 | 0,0% |
| Total des placements | 2 279,8 | 2 312,9 | -33,1 | -1,4% |

Les placements au 31 décembre 2019 s'établissent à 2 279,8 M€, contre 2 312,9 M€ au 31 décembre 2018.

Cette évolution s'explique notamment par des titres mis en pension dont le montant est de 24 M€ au bilan du 31 décembre 2019 contre 48 M€ au 31 décembre 2018, soit un différentiel de 24 M€.

LES AUTRES POSTES DE L'ACTIF

| (en M€) | 31-12-2019 | 31-12-2018 | Variation | Evolution |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Créances nées d'opérations d'assurance directe | 660,5 | 618,0 | 42,5 | 6,9% |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 1,6 | 7,3 | -5,7 | -78,1% |
| Autres créances | 55,0 | 43,1 | 11,9 | 27,6% |
| Sous-total des créances | 717,1 | 668,4 | 48,7 | 7,3% |
| Actifs corporels d'exploitation | 2,1 | 1,9 | 0,2 | 10,5% |
| Comptes courants bancaires et caisses | 107,4 | 55,5 | 51,9 | 93,5% |
| Sous-total autres actifs | 109,5 | 57,4 | 52,1 | 90,8% |
| Frais d'acquisition reportés | 94,2 | 88,6 | 5,6 | 6,3% |
| Autres comptes de régularisation | 16,7 | 19,0 | -2,3 | -12,1% |
| Sous-total des comptes de régularisation | 110,9 | 107,6 | 3,3 | 3,1% |
| Total des autres postes de l'actif | 937,5 | 833,4 | 104,1 | 12,5% |

Les autres postes de l'actif représentent 937,5 M€, contre 833,4 M€ à l'ouverture, soit une augmentation de 104,1 M€ (+ 12,5 %) qui se répartie sur les trois principaux postes suivants :

- les créances nées d'opérations d'assurance directe : + 42,5 M€,
- les autres créances : + 11,9 M€,
- les comptes courants bancaires et caisses : + 51,9 M€.

LES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice et avant affectation de celui-ci, s'élèvent à 210,0 M€, contre 346,4 M€ au 31 décembre 2018.

La variation des capitaux propres résulte des opérations suivantes :

| | | |
|--|-------|--------------|
| Situation nette à fin décembre 2018 (en M€) | | 346,4 |
| Variation du capital social | | - |
| Affectation du résultat de l'exercice 2018 | -80,3 | |
| Variation du report à nouveau | 0,2 | |
| Dividendes versés en 2019 | | -80,1 |
| Résultat de l'exercice 2019 | | -56,3 |
| Situation nette à fin décembre 2019 | | 210,0 |

Les mouvements enregistrés sur les capitaux propres sont principalement liés à l'affectation du résultat 2018.

LES PROVISIONS TECHNIQUES

| (en M€) | 31-12-2019 | 31-12-2018 | Variation | Evolution |
|---|-----------------|-----------------|---------------|--------------|
| Provisions pour primes non acquises | 590,7 | 558,9 | 31,8 | 5,7% |
| Provisions pour risques en cours | 41,4 | 34,0 | 7,4 | 21,8% |
| Provisions pour primes non acquises et risques en cours | 632,1 | 592,9 | 39,2 | 6,6% |
| Provisions de sinistres déclarés | 1 624,6 | 1 508,5 | 116,1 | 7,7% |
| Provisions de sinistres tardifs | 242,5 | 215,9 | 26,6 | 12,3% |
| Provisions pour sinistres non encore manifestés | 482,6 | 453,2 | 29,4 | 6,5% |
| Provisions pour frais de gestion des sinistres | 47,1 | 45,9 | 1,2 | 2,6% |
| Sous-total des provisions de sinistres | 2 396,8 | 2 223,5 | 173,3 | 7,8% |
| Prévisions de recours à encaisser | -345,1 | -315,3 | -29,8 | 9,5% |
| Provisions pour frais de gestion des recours | 13,6 | 12,8 | 0,8 | 6,2% |
| Sous-total des prévisions de recours | -331,5 | -302,5 | -29,0 | 9,6% |
| Sous-total des provisions de sinistres nettes de recours | 2 065,3 | 1 921,0 | 144,3 | 7,5% |
| Provisions mathématiques de rentes | 117,7 | 110,9 | 6,8 | 6,1% |
| Provisions d'égalisation | 43,6 | 35,1 | 8,5 | 24,2% |
| Sous-total des autres provisions techniques | 161,3 | 146,0 | 15,3 | 10,5% |
| Total des provisions techniques brutes de cessions | 2 858,7 | 2 659,9 | 198,8 | 7,5% |
| Primes non acquises cédées | -295,3 | -279,4 | -15,9 | 5,7% |
| Provisions pour risques en cours cédés | -20,7 | -17,0 | -3,7 | 21,8% |
| Provisions pour sinistres cédés | -850,3 | -780,5 | -69,8 | 8,9% |
| Provisions mathématiques cédées | -58,9 | -55,4 | -3,5 | 6,3% |
| Provisions d'égalisation cédées | -21,8 | -16,5 | -5,3 | 32,1% |
| Provisions pour sinistres futurs construction | -241,3 | -226,6 | -14,7 | 6,5% |
| Sous-total des provisions techniques cédées | -1 488,3 | -1 375,4 | -112,9 | 8,2% |
| Total des provisions techniques nettes de cessions | 1 370,4 | 1 284,5 | 85,9 | 6,7% |

Les provisions techniques brutes de cessions s'élèvent à 2 858,7 M€ au 31 décembre 2019, contre 2 659,9 M€ à l'ouverture de l'exercice, soit une augmentation de 7,5 %.

Le montant des provisions techniques cédées est de 1 488,3 M€ contre 1 375,4 M€ à l'ouverture.

LES PROVISIONS (AUTRES QUE TECHNIQUES)

Le poste représente 23,5 M€ contre 25,7 M€ à la clôture de l'exercice précédent.
Il se ventile comme suit :

| (en M€) | 31-12-2019 | 31-12-2018 | Variation | Evolution |
|---|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Provision pour investissement | - | - | - | - |
| Provision pour litiges fiscaux et sociaux | 1,7 | 5,2 | -3,5 | -67,3% |
| Autres provisions pour risques | 1,0 | 1,0 | 0,0 | 0,0% |
| Sous-total des provisions pour risques | 2,7 | 6,2 | -3,5 | -56,5% |
| Provision pour engagements sociaux | 20,8 | 19,5 | 1,3 | 6,7% |
| Sous-total des provisions pour charges | 20,8 | 19,5 | 1,3 | 6,7% |
| Total des autres provisions | 23,5 | 25,7 | -2,2 | -8,6% |

LES AUTRES POSTES DU PASSIF

| (en M€) | 31-12-2019 | 31-12-2018 | Variation | Evolution |
|--|----------------|----------------|--------------|-------------|
| Dépôts en espèces reçus | 1,1 | 0,8 | 0,3 | 0,38 |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe | 69,9 | 58,9 | 11,0 | 18,7% |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | 1 312,4 | 1 181,1 | 131,3 | NS |
| Autres dépôts et cautionnements reçus | 26,3 | 49,2 | -22,9 | NS |
| Dettes auprès des établissements de crédit | 45,5 | 32,9 | 12,6 | 38,3% |
| Dettes fiscales et sociales | 68,3 | 70,5 | -2,2 | -3,1% |
| Autres créanciers | 32,9 | 36,1 | -3,2 | -8,9% |
| Sous-total autres dettes | 1 556,4 | 1 429,5 | 126,9 | NS |
| Comptes de régularisation | 60,1 | 65,6 | -5,5 | NS |
| Total des autres postes du passif | 1 616,5 | 1 495,1 | 121,4 | 8,1% |

Les autres postes du passif augmentent de 121,4 M€.

Cette évolution est essentiellement liée aux « dettes nées d'opérations de réassurance », qui ont accru de 131,3 M€ ; cette variation s'explique notamment par l'application du traité de réassurance « Mixer ».

V - EVENEMENTS POST-CLOTURE

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales en France mais aussi, à une échelle plus large, l'environnement économique mondial. Des mesures rigoureuses pour contenir la vitesse de propagation du virus ont été mises en place en France et dans les autres pays touchés par le Covid-19.

Aviva Assurances a mis en place une surveillance étroite afin de mesurer les impacts éventuels sur la poursuite opérationnelle de ses activités, les conséquences d'une dégradation de l'environnement macro-économique, les variations de valeur des actifs financiers, et les expositions résultant des contrats d'assurance santé ou dommages.

VI - PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter intégralement la perte de l'exercice 2019, d'un montant de 56 280 851,05 euros, en report à nouveau, lequel s'établira par suite à un montant débiteur de 54 363 088,09 euros.

Nous vous rappelons, conformément aux dispositions réglementaires, les montants des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents :

| Exercice | Nombre d'actions | Dividende | |
|----------|------------------|-----------|---|
| 2016 | 3 908 437 | 48,80 € | distribution exceptionnelle de réserves |
| | 3 908 437 | 3,60 € | |
| 2017 | 3 908 437 | 15,36 € | |
| 2018 | 3 908 437 | 20,50 € | |

VII - CAPITAL SOCIAL - ACTIONNARIAT

Capital social

Le capital social de votre société s'élève à 178 771 908,38 euros. Il est composé de 3 908 437 actions d'une valeur nominale de 45,74 euros.

Actionnariat

Au 31 décembre 2019, Aviva France était l'actionnaire majoritaire de votre société, détenant 3 908 436 actions représentant 99,99 % du capital.

En application de l'article L.225-102 du code de commerce, il est précisé qu'aucun salarié d'Aviva Assurances n'est actionnaire de la société.

VIII - CONSEIL D'ADMINISTRATION - DIRECTION GENERALE

Lors de sa réunion du 28 juin 2019, le conseil d'administration a pris acte de la démission de Patrick Dixneuf de ses fonctions d'administrateur et de président du conseil d'administration à effet du 28 juin 2019, et a nommé Phalla Gervais pour lui succéder en qualité de président du conseil d'administration, pour la durée du mandat d'administrateur de cette dernière.

Le 18 novembre 2019, le conseil d'administration a pris acte de la démission de Susan Penwarden de son mandat de Directeur général, à effet du 25 novembre 2019, et a nommé Christophe Bournit, en son remplacement, en qualité de Directeur général de la société, à effet du 25 novembre 2019 et ce pour une durée indéterminée ; Bruno de Seguins a été reconduit dans ses fonctions de Directeur général délégué, à effet du 25 novembre 2019 et pour la durée du mandat de Directeur général de Christophe Bournit.

Par ailleurs, le mandat d'administrateur de Bruno de Seguins venant à échéance à l'issue de la présente assemblée générale, nous vous proposons de renouveler ce mandat pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui sera appelée, en 2026, à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

IX - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le mandat de commissaire aux comptes titulaire n'appelle aucun changement ou renouvellement cette année.

Par ailleurs, nous vous informons que, lorsqu'une entité d'intérêt public (EIP), telle votre société, désigne un commissaire aux comptes unique, celui-ci ne peut procéder à la certification des comptes de l'EIP pendant une période supérieure à dix ans (article L. 823-3-1 du code de commerce).

Les fonctions de commissaire aux comptes de votre société PricewaterhouseCoopers Audit ayant pris effet au 1^{er} janvier 2012, le mandat en cours, qui a été renouvelé par décision de l'assemblée générale du 18 juin 2018, prendra fin de plein droit à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée en 2022 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Nous vous proposons d'en prendre acte.

A noter toutefois qu'au terme de cette période, PricewaterhouseCoopers Audit pourrait être nommé pour un nouveau mandat d'une durée de six exercices, à la condition qu'une procédure de sélection par appel d'offres, telle que définie aux paragraphes 2 à 5 de l'article 16 du règlement (UE) n° 537/2014 du 16 avril 2014, soit organisée.

X - FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau figurant en annexe des comptes donne les principales informations sur les filiales et participations détenues par votre société.

XI - ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Le budget des activités de recherche et de développement de votre société s'est élevé à 2.157.761 euros.

Par ailleurs, nous vous précisons que le GIE du groupe Aviva France a exposé des dépenses de recherche et de développement pour le compte de ses membres, lesquelles ont été réparties entre les membres dans les conditions prévues par le Règlement Intérieur.

XII - ANNEXES

Vous trouverez en annexe l'ensemble des informations, rapports, annexes au présent rapport ou présentations, quelle qu'en soit la nature, tels que prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Nous vous précisons que :

- en application des dispositions de l'article D.533-16-1, 4^e, du code monétaire et financier, les informations prévues par les dispositions de l'article L.533-22-1 du même code (Rapport ESG Climat) sont présentées de façon agrégée pour l'ensemble du groupe par la société-mère Aviva France ;
- en application des dispositions de l'article L.225-102-1, IV, du code de commerce, une déclaration consolidée de performance extra-financière est établie et publiée par la société-mère Aviva France.

Le conseil d'administration vous invite à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Nous tenons à adresser à l'ensemble du personnel et des agents généraux nos remerciements pour la qualité de leur travail et le dévouement dont ils ont fait preuve au cours de l'année écoulée.

ANNEXE A

INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS (article D.441-4 du code de commerce)

Ces informations n'incluent pas les opérations d'assurance et de réassurance, la société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire, conformément à la circulaire de la Fédération Française de l'Assurance du 22 mai 2017.

| | Article D.441 I.-1° : Factures <i>reçues</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu | | | | | |
|---|--|--------------|---------------|---------------|------------------|------------------------|
| | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) |
| (A) Tranches de retard de paiement | | | | | | |
| Nombre de factures concernées | néant | | | | | néant |
| Montant total des factures concernées (préciser HT ou TTC) | | | | | | |
| Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (préciser HT ou TTC) | | | | | | |
| (B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées | | | | | | |
| Nombre des factures exclues | 0 | | | | | |
| Montant total des factures exclues (préciser HT ou TTC) | 0 | | | | | |
| (C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce) | | | | | | |
| Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | Délais contractuels : Factures réglées au comptant | | | | | |

| | Article D.441 I.-2° : Factures <i>émises</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu | | | | | |
|---|--|--------------|---------------|---------------|------------------|------------------------|
| | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) |
| (A) Tranches de retard de paiement | | | | | | |
| Nombre de factures concernées | 13 | | | | | |
| Montant total des factures concernées TTC | | 2 210 665,12 | 51 800,00 | | 366 691,76 | 2 629 157 |
| Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC | | 0% | 0% | | 0% | 0% |
| (B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées | | | | | | |
| Nombre des factures exclues | 0 | | | | | |
| Montant total des factures exclues TTC | 0 | | | | | |
| (C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce) | | | | | | |
| Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | Délais légaux dans les conditions de l'article L.441-6 | | | | | |

ANNEXE B

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

En application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce, le conseil d'administration vous présente dans cette section son rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Liste des fonctions de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance exercées par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2019
(Article L.225-37-4 du code de commerce)

Christophe BOURNIT

| SOCIETES | FORME DE L'ENTITE | FONCTIONS | MOUVEMENTS DURANT L'EXERCICE |
|--|-------------------|--|--|
| AVIVA ASSURANCES 306 522 665 RCS Nanterre | société anonyme | directeur général | nommé par CA du 18-11-2019 à effet du 25-11-2019 |
| CALYPSO 403 205 065 RCS Nanterre | société anonyme | président directeur général - administrateur | démission en date du 10-10-2019 |
| Allianz DomiDurable 3 812 396 257 RCS Nanterre | SCPI | membre du conseil de surveillance, représentant de Génération Vie | démission en date du 21-06-2019 |
| Allianz DomiDurable 4 819 664 491 RCS Nanterre | SCPI | membre du conseil de surveillance, représentant de Génération Vie | démission en date du 02-12-2019 |

Blandine CHAGHAL

| SOCIETES | FORME DE L'ENTITE | FONCTIONS | MOUVEMENTS DURANT L'EXERCICE |
|--|-------------------|--|------------------------------|
| AVIVA VIE 732 020 805 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. directeur général délégué | --- |

| | | | |
|---|-----------------|----------------|-----|
| AVIVA ASSURANCES 306 522 665 RCS Nanterre | société anonyme | administrateur | --- |
| EPARGNE ACTUELLE 751 726 076 RCS Nanterre | société anonyme | administrateur | --- |

Patrick DIXNEUF

| SOCIETES | FORME DE L'ENTITE | FONCTIONS | MOUVEMENTS DURANT L'EXERCICE |
|---|---|--|---|
| AVIVA FRANCE 331 309 120 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. directeur général | --- |
| UNION FINANCIERE DE FRANCE BANQUE 473 801 330 RCS Paris | société anonyme cotée | 1. administrateur 2. président du conseil d'administration Membre du comité a) des Nominations b) des Rémunérations c) de l'Audit d) des Risques | --- a) --- b) --- c) et d) fin des mandats le 24-06-2019 |
| AVIVA ASSURANCES 306 522 665 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. président du conseil d'administration | fin des mandats le 28-06-2019 |
| AVIVA VIE 732 020 805 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. président du conseil d'administration | fin des mandats le 24-06-2019 |
| AVIVA EPARGNE RETRAITE 378 741 722 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. président du conseil d'administration | fin des mandats le 24-06-2019 |
| AVIVA RETRAITE PROFESSIONNELLE 833 105 067 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. président du conseil d'administration | fin des mandats le 24-06-2019 |
| AVIVA INVESTORS FRANCE 335 133 229 RCS Paris | société anonyme à directoire et conseil de surveillance | membre et vice-président du conseil de surveillance | --- |

| | | | |
|---|---|---|---------------------------------|
| AVIVA INVESTORS REAL ESTATE FRANCE SA 434 129 649 RCS Paris | société anonyme | administrateur | démission à effet du 30-06-2019 |
| L'INSTITUT DE L'ECONOMIE POSITIVE 518 553 276 RCS Nanterre | société par actions simplifiée | représentant permanent d'Aviva France Ventures, membre du conseil de surveillance | désigné à compter du 12-10-2019 |
| GIE AFER 325 590 925 RCS Paris | groupement d'intérêt économique | administrateur | --- |
| Mandats exercés à l'étranger | | | |
| Aviva SA Emeklilik ve Hayat Turquie | Private Company | 1. administrateur 2. membre de l'« Investment Committee » | nommé le 05-11-2019 |
| Aviva Insurance Ireland Designated Activity Company Irlande | Designated Activity Company (DAC) Limited by shares | administrateur | nommé le 18-11-2019 |
| Aviva Life & Pensions Ireland Designated Activity Company Irlande | Designated Activity Company (DAC) Limited by shares | administrateur | nommé le 12-11-2019 |

Depuis le 26-04-2019, Patrick Dixneuf exerce les fonctions de CEO Europe au sein du groupe Aviva. Il exerce par ailleurs des fonctions de gérance d'une SCI familiale.

Phalla GERVAIS

| SOCIETES | FORME DE L'ENTITE | FONCTIONS | MOUVEMENTS DURANT L'EXERCICE |
|---|-----------------------|--|--|
| AVIVA FRANCE 331 309 120 RCS Nanterre | société anonyme | directeur général délégué | --- |
| UNION FINANCIERE DE FRANCE BANQUE 473 801 330 RCS Paris | société anonyme cotée | 1. administrateur Membre du Comité a) de l'Audit b) des Risques c) des Nominations d) des Rémunérations | --- a) --- b) --- c) et d) nommée le 21-02-2019 |

| | | | |
|---|---------------------------------|--|---|
| AVIVA ASSURANCES 306 522 665 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. président du conseil | 1. --- 2. nommée le 28-06-2019 |
| AVIVA EPARGNE RETRAITE 378 741 722 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. président du conseil | 1. --- 2. nommée le 24-06-2019 |
| AVIVA VIE 732 020 805 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. président du conseil | 1. --- 2. nommée le 24-06-2019 |
| AVIVA RETRAITE PROFESSIONNELLE 833 105 067 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. président du conseil 3. directeur général | 1. --- 2. nommée le 24-06-2019 3. fin de mandat le 24-06-2019 |
| AVIVA INVESTORS FRANCE 335 133 229 RCS Paris | société anonyme | membre du conseil de surveillance | --- |
| AVIVA INVESTORS REAL ESTATE FRANCE SA 434 129 649 RCS Paris | société anonyme | représentant permanent d'Aviva Vie, administrateur | --- |
| AFER PREMIUM 850 896 986 RCS Paris | SICAV | représentant permanent d'Aviva Vie, administrateur | --- |
| GIE AFER 305 590 925 RCS Paris | groupement d'intérêt économique | administrateur | --- |

Susan PENWARDEN

| SOCIETES | FORME DE L'ENTITE | FONCTIONS | MOUVEMENTS DURANT L'EXERCICE |
|---|--------------------------|----------------------|--|
| AVIVA ASSURANCES 306 522 665 RCS Nanterre | société anonyme | directeur général | démission à effet du 25-11-2019 |
| ARIA Association Régionale pour l'Intérêt des Assurés | association | Président du conseil | association liquidée en date du 27-05-2019 |

Bruno de SEGUINS

| SOCIETES | FORME DE L'ENTITE | FONCTIONS | MOUVEMENTS DURANT L'EXERCICE |
|---|---|---|-----------------------------------|
| AVIVA ASSURANCES 306 522 665 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. directeur général délégué | --- |
| AVIVA VIE 732 020 805 RCS Nanterre | société anonyme | administrateur | --- |
| AVIVA EPARGNE RETRAITE 378 741 722 RCS Nanterre | société anonyme | administrateur | nommé le 24-06-2019 |
| EPARGNE ACTUELLE 751 726 076 RCS Nanterre | société anonyme | 1. administrateur 2. président du conseil d'administration | --- |
| AVIVA INVESTORS FRANCE 335 133 229 RCS Paris | société anonyme à directoire et conseil de surveillance | membre du conseil de surveillance | --- |
| AVIVA SOLUTIONS 499 568 665 RCS Nanterre | société par actions simplifiée | président | --- |
| MAMANN INVEST 830 010 526 RCS Paris | société par actions simplifiée | président | nommé le 07-11-2019 |
| S.A.C.A.F- Société d'Administration et de Courtage d'Assurances Françaises – Gestion de Patrimoine et Conseils financiers 998 125 405 RCS Paris | société par actions simplifiée | président | nommé le 07-11-2019 |
| GROUPE ASTORIA 751 461 831 RCS Paris | société par actions simplifiée | membre du conseil de surveillance | nommé par AGE le 27-11-2019 |
| AFER PREMIUM 850 896 986 RCS Paris | SICAV | administrateur | --- |
| GIE AFER 325 590 925 RCS Paris | groupement d'intérêt économique | administrateur | renouvelé à compter du 13-06-2019 |

Béatrice TULIPIER

| SOCIETES | FORME DE L'ENTITE | FONCTIONS | MOUVEMENTS DURANT L'EXERCICE |
|---|--------------------------|--|-------------------------------------|
| AVIVA ASSURANCES 306 522 665 RCS Nanterre | société anonyme | administrateur représentant les salariés | --- |

Conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce et R.322-7 du code des assurances

Nous vous demanderons de statuer sur le rapport spécial du commissaire aux comptes concernant les conventions réglementées, que celles-ci aient été autorisées et conclues ou se soient poursuivies au cours de l'exercice écoulé, et de prendre acte qu'aucune convention nouvelle visée aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce et R.322-7 du code des assurances n'a été conclue par la société au cours de l'exercice 2019.

Nous vous informons que deux conventions conclues au cours d'exercices antérieurs ont poursuivi leurs effets au cours de l'exercice 2019 :

- la convention, conclue en octobre 2008 entre Eurofil et Aviva Solutions, au titre de laquelle Aviva Solutions agit, depuis 2013, en tant que courtier pour le compte d'Aviva Assurances ;
- la convention d'apport d'affaires conclue entre d'une part, Union Financière de France Banque et Ufifrance Gestion, et d'autre part, Aviva Vie et Aviva Assurances, ayant pris effet au 1er janvier 2015.

Conventions conclues entre un dirigeant ou un actionnaire significatif et une société contrôlée

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4, 2e, du code de commerce, nous vous précisons qu'au cours de l'exercice écoulé, il n'a été conclu aucune convention, directement ou par personne interposée entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la société Aviva Assurances, et d'autre part, une autre société contrôlée par la société Aviva Assurances au sens de l'article L. 233-3 du même code, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale au conseil d'administration (articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du code de commerce)

- NÉANT -

Modalité d'exercice de la direction générale

Le conseil d'administration d'Aviva Assurances a décidé que les fonctions de directeur général seraient dissociées de celles de président du conseil d'administration.

Ce choix de mode de gouvernance a été appliqué tout au long de l'exercice 2019.



**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

A l'assemblée générale
AVIVA ASSURANCES
13, Rue du Moulin Bailly
92270 Bois Colombes

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AVIVA ASSURANCES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 2 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr

Cabinet d'expertise comptable agréé au tribunal de commerce de Paris - 14 de France. Société de conseil en audit aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société m. Action Certifiée au capital de 2 870 400 €, Siège social : 63 rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 000 403 TVA n° FR 76 672 000 403. Siret 672 000 403 00012. Code APE 8220 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Paris, Paderborn, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

AVIVA ASSURANCES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2019 - Page 2

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons identifié le point clé de l'audit suivant :

Estimation des provisions techniques pour sinistres non connus ou tardifs

| Risque identifié | Approche d'audit retenue |
|--|--|
| <p>Les provisions pour sinistres, figurant au bilan au 31 décembre 2019 pour un montant de 2 065 millions d'euros, représentent un des postes les plus importants du passif.</p> <p>Comme indiqué en note A) 1. de l'annexe, elles correspondent à l'estimation, nette de recours à encaisser, du coût de l'ensemble des sinistres non réglés à la clôture de l'exercice, qu'ils aient été déclarés ou non tant en principal qu'en accessoire (frais de gestion).</p> <p>L'estimation des provisions techniques s'appuie notamment sur des données historiques faisant l'objet de projections visant à calculer le coût de sinistres non connus ou tardifs, en utilisant des méthodes actuarielles.</p> <p>Elle requiert l'exercice du jugement de la direction pour le choix des hypothèses à retenir, des modèles de calcul à utiliser et des estimations des frais de gestion afférents. Les garanties à développement long sont particulièrement concernées par ces éléments et sont caractérisées par une volatilité plus importante.</p> <p>Compte tenu du poids relatif de ces provisions au bilan et de l'importance du jugement exercé par la direction, nous avons considéré l'évaluation de ces provisions comme un point clé de l'audit.</p> | <p>Afin d'apprécier le caractère raisonnable de l'estimation du montant des provisions pour sinistres non connus ou tardifs, notre approche d'audit a été basée sur les informations qui nous ont été communiquées et a comporté les travaux suivants, avec le support de nos actuaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre connaissance de la conception et tester l'efficacité des contrôles clés relatifs à la gestion des sinistres et à la détermination de ces provisions ; • Apprécier la pertinence de la méthode de calcul utilisée pour l'estimation des provisions ; • Apprécier le caractère approprié des hypothèses retenues pour le calcul des provisions (profondeur de l'historique pris en compte, nombre d'années de stabilisation) ; • Apprécier la fiabilité des états produits par votre société, retraçant les données historiques, et les rapprocher des données servant de base à l'estimation des provisions avec la comptabilité ; • Analyser le dénouement de la provision de l'exercice précédent avec les charges réelles des sinistres (boni/mali du dénouement) ; • Sur un certain nombre de segments, procéder à une contre valorisation ou à une revue contradictoire des hypothèses utilisées pour le calcul des provisions. |

AVIVA ASSURANCES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2019 - Page 3

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 2 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations d'assurance et de réassurance, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire, conformément à la circulaire de la Fédération Française de l'Assurance du 29 mai 2017.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société AVIVA ASSURANCES par votre assemblée générale du 19 juin 2012.

Au 31 décembre 2019, PricewaterhouseCoopers était dans la 3^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la

AVIVA ASSURANCES

*Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2019 - Page 4*

société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la

AVIVA ASSURANCES

Rapport au commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019 - Page 5

capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

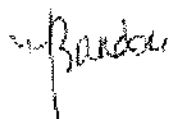
Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurant les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait le 11 mai 2020

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Marine Bardon



**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le
31 décembre 2019)**

Aux Actionnaires
AVIVA ASSURANCES
13, Rue du Moulin Bailly
92270 Bois Colombes

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce et R. 322-7 du code des assurances, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

PricewaterhouseCoopers Audit, 69, rue de Villiers 92228 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59. Fax: +33 (0)1 56 57 58 60. www.pwc.fr

Société Française contrôlée financièrement au siège de Paris - Ile de France Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régulée de
Vincennes Société par Actions Cotée au 2020 de 2 512 450 €. Siège social : 69 rue de Villiers 92228 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 812 002 423. TVA n° FR 75
812 002 423. SIREN 812 002 423. Code APE: 8420 Z. Directeur: Stéphane Gervais. Lits: Lyon Marseille Metz Nantes Neuilly-sur-Seine Nice Paris Rennes
Rouen Strasbourg Toulouse

AVIVA ASSURANCES

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019) - Page 2

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1/ Convention, conclue en octobre 2018 entre Eurofil et Aviva Solutions, au titre de laquelle Aviva Solutions agit, depuis 2013, en tant que courtier pour le compte d'Aviva Assurances :

Dans le cadre de la fusion par voie d'absorption d'Eurofil par Aviva Assurances intervenue en 2013, cette dernière a en effet été subrogée dans tous les droits et obligations d'Eurofil, et dans le bénéfice et la charge de toutes les conventions conclues par Eurofil.

Dans le cadre de partenariats aux termes desquels Aviva Solutions proposait aux clients de ses partenaires des solutions d'assurance, Aviva Solutions (société de courtage) faisait régulièrement appel à Eurofil, puis, à la suite de la fusion, à Aviva Assurances, en vue de la souscription de produits d'assurance dommages (Auto et MRH). Eurofil, puis Aviva Assurances à la suite de la fusion, ont bénéficié ainsi en partie de l'activité générée par les partenariats conclus par Aviva Solutions. Les contrats d'assurance souscrits à ce titre et toujours en vigueur donnent lieu au paiement de commissions de courtage par Aviva Assurances à Aviva Solutions.

Le montant des commissions comptabilisées chez Aviva Assurance sur l'exercice 2019 au titre de cette convention s'élève à 1 383 000€.

2/ Convention d'apport d'affaires conclue entre d'une part, Union Financière de France Banque et Uffrance Gestion, et d'autre part, Aviva Vie et Aviva Assurances

Cette convention, signée le 11 février 2016 à effet du 1^{er} janvier 2015, a été approuvée par l'Assemblée Générale du 13 juin 2016 suivant les dispositions de l'article L.225-42 du Code de Commerce.

Cette convention a été conclue dans le cadre du programme Referens mené par la société Aviva Vie, lequel vise à accroître la fidélité du segment de la clientèle aisée du Groupe Aviva France en lui proposant, outre des produits d'assurance Vie, d'autres solutions patrimoniales notamment fournies ou promues par le Groupe Union Financière de France Banque.

Elle n'a pas eu d'impact dans les comptes d'Aviva Assurances sur l'exercice 2019.

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



2020.05.13
18:19:33
+02'00'

Marine Bardon

RESOLUTIONS

Première résolution

Approbation des comptes

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019, approuve les comptes tels qu'ils lui sont présentés.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

Conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce et R.322-7 du code des assurances

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce et R.322-7 du code des assurances, statue sur ce rapport et prend acte qu'il n'y a pas de nouvelle convention à soumettre à son approbation.

Troisième résolution

Affectation du résultat

L'assemblée générale approuve l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 proposée par le conseil d'administration.

Elle décide, en conséquence, d'affecter intégralement la perte de l'exercice, soit 56 280 851,05 € en report à nouveau, lequel s'établit par suite à un montant débiteur de 54 363 088,09 €.

L'assemblée générale rappelle, conformément aux dispositions réglementaires, les montants des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents :

| Exercice | Nombre d'actions | Dividende | |
|----------|------------------|-----------|---|
| 2016 | 3 908 437 | 48,80 € | distribution exceptionnelle de réserves |
| | 3 908 437 | 3,60 € | |
| 2017 | 3 908 437 | 15,36 € | |
| 2018 | 3 908 437 | 20,50 € | |

Quatrième résolution

Renouvellement du mandat d'un administrateur

L'assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur de Bruno de Seguins vient à échéance à l'issue de la présente assemblée générale, renouvelle ce mandat pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée en 2026 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Cinquième résolution

Caducité anticipée du mandat du commissaire aux comptes

L'assemblée générale prend acte que, en application de l'article L. 823-3-1 du code de commerce, le mandat de commissaire aux comptes de PricewaterhouseCoopers Audit prendra fin de plein droit à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée en 2022 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

COMPTES SOCIAUX 2019

Bilan

Compte de résultat technique

Compte de résultat non technique

Engagements hors bilan

Informations sur la variation des capitaux propres

Résultats des cinq derniers exercices

Annexes aux comptes :

A- Informations sur le choix des méthodes utilisées

- A-1- Principes et modes d'évaluation retenus
 - . Bilan
 - . Hors bilan
 - . Compte de résultat
- A-2- Dérogations aux principes généraux du plan comptable
- A-3- Changement de méthode
- A-4- Changements de réglementation ayant un impact sur le résultat

B- Notes complémentaires sur les postes du bilan

- B-1- Evolution des actifs incorporels et des placements
- B-2- Variations des provisions et amortissements des actifs incorporels et des placements
- B-3- Etat des placements
- B-4- Créances et dettes
- B-5- Filiales et participations
- B-6- Opérations avec les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation
- B-7- Passifs subordonnés *
- B-8- Actionnariat
- B-9- Variations des capitaux propres
- B-10- Variations des actifs incorporels
- B-11- Provisions pour risques en cours
- B-12- Provisions pour sinistres à payer
- B-13- Autres informations sur le bilan
 - B-13.A Actifs avec réserve de propriété
 - B-13.B Détail des comptes de régularisation
 - B-13.C Primes de remboursements emprunts non amortis
 - B-13.D Détail des provisions pour risques et charges
 - B13.D.1 IAS 19 Avantages postérieurs à l'emploi
 - B13.D.2 IAS 19 Engagements long terme
 - B-13.E Avoirs et engagements par devise *

C- Notes sur le compte de résultat

- C-1- Produits et charges des placements
 - C-1.A Revenus des placements et frais financiers
 - C-1.B Allocation réglementaire du résultat financier
- C-2- Résultat technique par catégories
- C-3- Autres éléments d'exploitation :
 - . charges de personnel,
 - . commissions d'assurance directe,
 - . primes brutes émises en assurance directe,
 - . entrées et sorties de portefeuille
- C-4- Incidence des évaluations fiscales dérogatoires
- C-5- Charge fiscale

Aviva Assurances - Comptes au 31-12-2019

- C-6- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices
- C-7- Ventilation des opérations exceptionnelles et non techniques
- C-8- Etat comparatif des frais généraux et des commissions brutes

D- Autres informations

- D-1- Consolidation
- D-2- Informations sur le personnel
- D-3- Informations sur les honoraires versés aux commissaires aux comptes

* Information non renseignée (sans objet ou non significatif)

| ACTIF (en milliers d'euros) | 31-12-2019 Montant net | 31-12-2018 Montant net |
|---|---------------------------|---------------------------|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE | - | - |
| ACTIFS INCORPORELS | 2 686 | 4 426 |
| PLACEMENTS : | | |
| Terrains et constructions | 245 097 | 238 916 |
| Placements dans des entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation | 610 | 610 |
| Autres placements | 2 025 974 | 2 064 887 |
| Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes | 8 128 | 8 451 |
| TOTAL DES PLACEMENTS | 2 279 809 | 2 312 864 |
| PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES : | | |
| Provisions pour primes non acquises | 316 036 | 296 419 |
| Provisions pour sinistres à payer | 1 091 608 | 1 007 058 |
| Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes | - | - |
| Provisions d'égalisation | 21 820 | 17 556 |
| Autres provisions techniques | 58 852 | 55 443 |
| TOTAL DE LA PART DES CESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES | 1 488 316 | 1 376 475 |
| CREANCES : | | |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe : | | |
| . Primes restant à émettre | 49 510 | 41 890 |
| . Autres créances nées d'opérations d'assurance directe | 611 029 | 576 147 |
| sous-total : | 660 539 | 618 037 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 1 559 | 7 335 |
| Autres créances : | | |
| . Personnel | 185 | 353 |
| . Etat, organismes sociaux et collectivités publiques | 1 865 | 491 |
| . Débiteurs divers | 52 981 | 42 263 |
| sous-total : | 55 031 | 43 107 |
| Capital appelé non versé | | |
| TOTAL DES CREANCES | 717 129 | 668 478 |
| AUTRES ACTIFS : | | |
| Actifs corporels d'exploitation | 2 089 | 1 874 |
| Comptes courants et caisse | 107 440 | 55 457 |
| Actions propres | - | - |
| TOTAL DES AUTRES ACTIFS | 109 529 | 57 331 |
| COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF : | | |
| Intérêts et loyers acquis non échus | 11 404 | 13 651 |
| Frais d'acquisition reportés | 94 229 | 88 569 |
| Autres comptes de régularisation | 5 285 | 5 333 |
| TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION | 110 918 | 107 553 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 4 708 387 | 4 527 128 |

| PASSIF (en milliers d'euros) | 31-12-2019 avant affectation | 31-12-2019 après affectation | 31-12-2018 avant affectation |
|---|---|--|---|
| CAPITAUX PROPRES : | | | |
| Capital social | 178 772 | 178 772 | 178 772 |
| Primes liées au capital social | 15 559 | 15 559 | 15 559 |
| Réserves de réévaluation | - | - | - |
| Réserve de capitalisation | - | - | - |
| Réserve des PVLT | - | - | - |
| Réserves libres | 70 000 | 70 000 | 70 000 |
| Report à nouveau | 1 918 | -54 363 | 1 763 |
| Résultat de l'exercice | -56 281 | - | 80 278 |
| Acomptes sur dividendes | - | - | - |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | 209 968 | 209 968 | 346 372 |
| PASSIFS SUBORDONNES | | | |
| PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES : | | | |
| Provisions pour primes non acquises | 632 021 | 632 021 | 592 739 |
| Provisions pour sinistres à payer | 2 085 216 | 2 085 216 | 1 920 981 |
| Provisions pour participation aux bénéficiaires et ristournes | - | - | - |
| Provisions pour égalisation | 43 640 | 43 640 | 35 112 |
| Autres provisions techniques | 117 704 | 117 704 | 110 886 |
| TOTAL DES PROVISIONS TECHNIQUES | 2 858 581 | 2 858 581 | 2 659 717 |
| PROVISIONS (AUTRES QUE TECHNIQUES) | 23 403 | 23 403 | 25 709 |
| DETTES POUR DEPOTS EN ESPECES | | | |
| RECUS DES CESSIONNAIRES | 1 081 | 1 081 | 825 |
| AUTRES DETTES : | | | |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe | 69 936 | 69 936 | 58 929 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | 1 312 364 | 1 312 364 | 1 181 145 |
| Emprunts obligataires (dont obligations convertibles) | - | - | - |
| Dettes envers des établissements de crédit | - | - | - |
| Autres dettes : | | | |
| . Titres de créance négociables émis par l'entreprise | - | - | - |
| . Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus | 26 263 | 26 263 | 49 230 |
| . Personnel | 19 068 | 19 068 | 19 686 |
| . Etat, organismes sociaux et collectivités publiques | 49 245 | 49 245 | 50 853 |
| . Actionnaires | - | - | - |
| . Créanciers divers | 32 917 | 32 917 | 36 114 |
| . Comptes bancaires créditeurs | 45 498 | 45 498 | 32 939 |
| sous-total : | 172 991 | 172 991 | 188 823 |
| TOTAL DES AUTRES DETTES | 1 555 291 | 1 555 291 | 1 428 897 |
| COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF | 60 064 | 60 064 | 65 509 |
| TOTAL DU PASSIF | 4 708 387 | 4 708 387 | 4 527 128 |

| COMPTE DE RESULTAT TECHNIQUE NON-VIE (en milliers d'euros) | 2019 | | | 2018 |
|--|----------------------|------------------------------|----------------------|----------------------|
| | Opérations brutes | Cessions et rétrocessions | Opérations nettes | Opérations nettes |
| PRIMES ACQUISES : | | | | |
| . Primes | 1 628 604 | 845 419 | 783 085 | 747 187 |
| . Variation des primes non acquises | -39 282 | -19 617 | -19 665 | -24 117 |
| PRIMES ACQUISES | 1 589 222 | 825 802 | 763 420 | 723 070 |
| PRODUITS DES PLACEMENTS ALLOUES DU COMPTE NON TECHNIQUE | -27 522 | - | -27 522 | 97 422 |
| AUTRES PRODUITS TECHNIQUES | 12 872 | - | 12 872 | 14 422 |
| CHARGES DES SINISTRES : | | | | |
| . Prestations et frais payés | -1 064 686 | -534 141 | -530 645 | -494 205 |
| . Charges des provisions pour sinistres | -143 445 | -83 865 | -59 580 | -90 918 |
| CHARGES DES SINISTRES | -1 208 131 | -618 006 | -590 125 | -585 123 |
| CHARGES DES AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES | -6 818 | -3 409 | -3 409 | 2 398 |
| PARTICIPATIONS AUX RESULTATS | | | | - |
| FRAIS D'ACQUISITION ET D'ADMINISTRATION : | | | | |
| . Frais d'acquisition | -288 237 | - | -288 237 | -265 384 |
| . Frais d'administration | -104 102 | - | -104 102 | -107 448 |
| . Commissions reçues des réassureurs | - | -193 044 | 193 044 | 183 515 |
| FRAIS D'ACQUISITION ET D'ADMINISTRATION | -392 339 | -193 044 | -199 295 | -189 316 |
| AUTRES CHARGES TECHNIQUES | - | - | - | - |
| VARIATION DE LA PROVISION D'EGALISATION | -8 528 | -4 264 | -4 264 | 13 884 |
| RESULTAT TECHNIQUE | -41 244 | 7 079 | -48 323 | 76 756 |

COMPTES STATUTAIRES

| COMPTE DE RESULTAT NON TECHNIQUE NON-VIE (en milliers d'euros) | | |
|--|-----------------|----------------|
| | 2019 | 2018 |
| RESULTAT TECHNIQUE NON-VIE | -48 323 | 76 756 |
| PRODUITS DES PLACEMENTS : | | |
| . Revenus des placements | 44 053 | 49 289 |
| . Autres produits des placements | 1 278 | 1 491 |
| . Profits provenant de la réalisation des placements | 24 936 | 89 833 |
| PRODUITS DES PLACEMENTS | 70 267 | 140 613 |
| CHARGES DES PLACEMENTS : | | |
| . Frais de gestion interne et externe des placements et frais financiers | -92 815 | 8 253 |
| . Autres charges des placements | -4 633 | -4 645 |
| . Pertes provenant de la réalisation des placements | -5 046 | -16 516 |
| CHARGES DES PLACEMENTS | -102 494 | -14 908 |
| PRODUITS DES PLACEMENTS TRANSFERES | 27 522 | -97 422 |
| AUTRES PRODUITS NON TECHNIQUES | 852 | 92 |
| AUTRES CHARGES NON TECHNIQUES | -1 587 | -547 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL : | | |
| . Produits exceptionnels | 23 | 488 |
| . Charges exceptionnelles | -26 | -23 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -3 | 465 |
| PARTICIPATION DES SALAIRES | -4 194 | -7 051 |
| IMPOT SUR LES BENEFICES | 1 679 | -17 720 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | -56 281 | 80 278 |

| TABLEAU DES ENGAGEMENTS RECUS ET DONNES (en milliers d'euros) | 31-12-2019 | 31-12-2018 |
|--|-------------------|-------------------|
| 1- ENGAGEMENTS RECUS : | | |
| 1a- Avals, cautions, garanties | 74 | 73 |
| 1b- Actifs avec engagements sur titres, actifs ou revenus | - | - |
| 1c- Autres engagements reçus | - | - |
| Total des engagements reçus | 74 | 73 |
| 2- ENGAGEMENTS DONNES : | | |
| 2a- Avals, cautions, garanties | - | - |
| 2b- Actifs avec engagements de revente | - | - |
| 2c- Autres engagements sur titres actifs ou revenus | 64 927 | 56 861 |
| 2d- Autres engagements donnés | - | - |
| Total des engagements donnés | 64 927 | 56 861 |
| 3- Valeurs reçues des cessionnaires | 81 122 | 101 505 |
| 4- Valeurs des organismes réassurés | - | - |
| 5- Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance | - | - |
| 6- Autres valeurs détenues pour compte de tiers | - | - |
| 7- Encours d'instruments financiers à terme | | |
| 7a- Engagements reçus | - | 40 000 |
| 7b- Engagements donnés | - | 40 000 |

INFORMATIONS SUR LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| I. RESULTATS DE L'EXERCICE | | | |
|---|------------------|--------|---------|
| | | 2018 | 2019 |
| RESULTAT COMPTABLE | | | |
| | Milliers d'euros | 80 278 | -56 281 |
| | € par action | 20,54 | -14,40 |
| VARIATION DES CAPITAUX PROPRES | | | |
| | Milliers d'euros | - | - |
| | € par action | - | - |
| DIVIDENDE PROPOSE | | | |
| | Milliers d'euros | 80 123 | - |
| | € par action | 20,50 | - |
| II. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES | | | |
| (en milliers d'euros) | | | |
| | | | 2019 |
| A 1. Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2018 avant affectation | | | |
| | | | 266 094 |
| 2. Affectation du résultat à la situation nette par l'A.G.O. du 11 juin 2019 | | | |
| | | | 155 |
| 3. Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2019 | | | |
| | | | 266 249 |
| B Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2019 | | | |
| 1. Variation du capital | | | |
| | | | - |
| 2. Variation des autres postes | | | |
| | | | - |
| C (A3+B) Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs. | | | 266 249 |
| D Variations en cours d'exercice : | | | |
| 1. Variation du capital | | | |
| | | | - |
| 2. Variation des primes, réserves, report à nouveau | | | |
| | | | - |
| 3. Variation des provisions relevant des capitaux propres | | | |
| | | | - |
| 4. Contreparties de réévaluations | | | |
| | | | - |
| 5. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement | | | |
| | | | - |
| 6. Autres variations | | | |
| | | | - |
| E Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2019 avant A.G.O. (C+D) | | | 266 249 |
| F Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice (E-C) | | | - |
| G dont : variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice | | | - |
| H Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (F-G) | | | - |

**RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE
AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

 (ART. R.225-81, R.225-83, R.225-102
du Code de commerce)

| (en euros) | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE | | | | | |
| Capital social | 178 771 908 | 178 771 908 | 178 771 908 | 178 771 908 | 178 771 908 |
| Nombre des actions ordinaires existantes | 3 908 437 | 3 908 437 | 3 908 437 | 3 908 437 | 3 908 437 |
| Nombre des actions à dividende prioritaire | - | - | - | - | - |
| II. OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 1 452 958 955 | 1 505 110 720 | 1 524 794 355 | 1 545 591 853 | 1 628 504 454 |
| Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 92 031 685 | 68 965 890 | 82 678 532 | 103 413 477 | -58 452 733 |
| Impôts sur les bénéfices | 30 679 701 | 38 543 566 | 36 039 730 | 17 720 444 | -1 679 104 |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 55 890 587 | 32 602 611 | 35 597 286 | 80 277 936 | -56 280 851 |
| Résultat distribué | - | 14 070 373 | 60 033 592 | 80 122 959 | - |
| III. RESULTATS PAR ACTION | | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions | 15,36 | 8,28 | 11,04 | 21,79 | -14,58 |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions | 14,22 | 8,34 | 9,11 | 20,54 | -14,40 |
| Dividende attribué à chaque action | - | 3,60 | 15,36 | 20,50 | - |
| IV. PERSONNEL | | | | | |
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 1 271 | 1 254 | 1 232 | 1 179 | 1 179 |
| Montant de la masse salariale de l'exercice (1) | 56 266 873 | 54 943 512 | 55 581 883 | 52 695 851 | 57 849 903 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (1) | 29 386 325 | 28 377 236 | 29 528 554 | 28 028 936 | 28 071 520 |

ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE 2019

Les comptes de la société sont établis dans le respect des dispositions de la législation, conformément aux dispositions des art L.123-12 à L.123-22 du Code de commerce, applicables aux entreprises d'assurance en application de l'art L 341.2 du Code des assurances, aux dispositions du code des assurances et du règlement ANC n° 2015-11 du 26 novembre 2015 modifié.

Les références aux articles du Code des assurances mentionnées dans ce document sont celles en vigueur au 1er janvier 2016.

FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Néant.

EVENEMENT POST-CLOTURE

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales en France mais aussi, à une échelle plus large, l'environnement économique mondial. Des mesures rigoureuses pour contenir la vitesse de propagation du virus ont été mises en place en France et dans les autres pays touchés par le Covid-19.

Aviva a mis en place une surveillance étroite afin de mesurer les impacts éventuels sur la poursuite opérationnelle de ses activités, les conséquences d'une dégradation de l'environnement macro-économique, les variations de valeur des actifs financiers, et les expositions résultant des contrats d'assurance Vie, Santé ou dommages.

A - INFORMATIONS SUR LE CHOIX DES METHODES UTILISEES

1 - PRINCIPES ET MODES D'EVALUATION RETENUS

Les principes et modes d'évaluation retenus sont ceux définis par le règlement ANC 2015-11 modifié.

A défaut de dispositions spécifiques prévues au présent règlement, les dispositions du règlement ANC n°2014-03 modifié relatif au plan comptable général sont applicables conformément à l'art 112-1 du règlement ANC 2015-11.

Bilan

ACTIFS INCORPORELS

Ce poste comprend notamment :

- les frais d'établissement, qui font l'objet d'un amortissement sur 3 ans ;
- les logiciels, qui sont amortis sur 12 mois ;
- le mali de fusion composé :
 - des malis techniques de fusion comptabilisés en portefeuille d'assurance :
En 2017, dans le cadre de la fusion par voie d'absorption des sociétés France Santé Courtage et PG Finances par Aviva Assurances, il a été constaté des malis techniques de fusion pour respectivement 0,8 M€ et 2,5 M€ affectés en portefeuille d'assurances amortis sur 5 ans. La dotation 2019 est de 0,7 M€.
 - des malis techniques de fusion comptabilisés en fonds de commerce :
L'apport par Aviva Courtage d'un mali technique de fusion de 2,3 M€ a été déprécié de 20% en 2019, car ce portefeuille ne développe plus d'affaires nouvelles. La dotation de la période s'élève à 0,5 M€.

En 2017, l'apport d'un portefeuille Santé issu de la fusion d'Aviva Assurances avec la société de courtage France Santé Courtage a été classé en fonds de commerce pour 1,5 M€. Un amortissement sur 5 ans a été appliqué correspondant à la durée de vie moyenne des portefeuilles santé. La dotation de 2019 est de 0,3 M€.

Par ailleurs, un impairment test a été réalisé. Aucun indice supplémentaire de perte de valeur n'a été constaté.

- Divers achats de portefeuille d'assurances :
 - des portefeuilles Frais de Soins pour un montant de 3,1 M€, amortis linéairement sur 10 ans.
 - divers portefeuilles courtage pour un montant de 4,7 M€, amortis linéairement sur 5 ans.
- Pour l'ensemble des portefeuilles restant à amortir, la dotation de la période s'élève à 0,03 M€ et la valeur résiduelle est de 6 K€.

En l'absence d'indice de perte de valeur à la clôture de l'exercice, aucun test de dépréciation n'a été réalisé.

PLACEMENTS

Placements soumis à l'article R.343-10.

Conformément à l'article R.343-10 du code des assurances, les placements autres que les valeurs mobilières amortissables sont inscrits au bilan sur la base de leur prix d'achat ou de revient.

Placements immobiliers

Les terrains, immeubles et parts de sociétés immobilières non cotées sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition.

Les immeubles sont classés en deux rubriques :

- immeubles d'exploitation,
- immeubles de placement.

Les immeubles sont comptabilisés suivant la méthode de reconstitution du coût historique amorti (règlement ANC n°2014-03).

Les immeubles ont été ventilés rétroactivement depuis leur date d'acquisition en composants homogènes dont la nature et la durée d'amortissement dépendent de la typologie de l'immeuble. Il est procédé à un amortissement linéaire à compter de la date d'acquisition.

Lors du renouvellement d'un composant d'un immeuble, le coût de remplacement est inscrit à l'actif du bilan. En contrepartie, la valeur nette comptable du composant d'origine est passée en charge. La date de sortie des composants remplacés correspond à leur date de destruction.

Les frais d'acquisition des immeubles et des parts de sociétés immobilières sont inscrits en charges.

Evaluation des immeubles :

La valeur de réalisation des immeubles, telle qu'indiquée dans l'état récapitulatif des placements en annexe, est déterminée sur la base d'expertises quinquennales qui font l'objet d'une mise à jour annuelle par un expert immobilier indépendant.

À chaque date de clôture, l'existence d'un quelconque indice montrant une perte de valeur est appréciée. Un des indices est une perte de valeur de l'immeuble de plus de 20 % par rapport à sa valeur comptable. L'existence d'indications de pertes de valeur conduit la société à estimer la valeur recouvrable de l'immeuble concerné.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la valeur d'utilité et la valeur de réalisation.

Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la dépréciation liée à la perte de valeur est comptabilisée en résultat, sous condition de dépassement d'un seuil de 100 K€

Dans le cas d'immeubles destinés à être vendus dans un bref délai, la valeur prise en considération est la valeur vénale.

Evaluation des parts de sociétés immobilières :

La valeur de marché des parts de sociétés immobilières, telle qu'indiquée dans l'état récapitulatif des placements en annexe, est déterminée :

- pour les parts de SCPI : sur la base du prix d'exécution le plus récent connu à la date d'arrêt,
- pour les parts d'OPCI : sur la base de la valeur liquidative la plus récente connue à la date de l'arrêt,
- pour les autres sociétés immobilières : sur la base de la dernière valeur liquidative connue si la société fait l'objet d'une cotation, ou de l'actif net réévalué si la société ne fait pas l'objet d'une cotation.

Par exception, les parts de sociétés immobilières acquises peu de temps avant la date de l'arrêt sont valorisées à leur prix de revient. Celles qui sont destinées à être vendues dans un bref délai sont valorisées à leur valeur vénale.

A chaque date de clôture, l'existence d'un quelconque indice montrant une perte de valeur est appréciée. Un des indices est une perte de valeur de l'actif de plus de 20 % par rapport à sa valeur comptable. L'existence d'indications de pertes de valeur conduit la société à estimer la valeur recouvrable de l'actif concerné.

Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la dépréciation liée à la perte de valeur est comptabilisée en résultat, sous condition de dépassement d'un seuil de 100 K€.

Au 31/12/2019, la provision pour dépréciation s'élève à 4,97M€.

Placements en valeurs mobilières

Les titres soumis à l'article R.343-10 du code des assurances sont principalement des titres à revenu variable.

La valeur de réalisation retenue pour les actions cotées est calculée sur la base du dernier cours coté en date d'inventaire. Ces cours sont obtenus auprès de contributeurs de données.

Pour les parts d'OPCVM, il est retenu la dernière valeur liquidative publiée au jour de l'inventaire.

Pour les titres de participation, la valeur de référence est la valeur d'usage, laquelle est fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise.

Pour les titres soumis à l'article R.343-10 du code des assurances, une provision pour dépréciation peut être constatée en ligne à ligne, si une dépréciation à caractère durable est présente (conformément au règlement ANC n°2015-11 du 26 novembre 2015 modifié, article 123-6 à 19).

Le caractère durable de la moins-value latente est présumé dans les cas suivants :

- il existait d'ores et déjà une provision pour dépréciation sur cette ligne de placement à l'arrêt précédent,
- le placement a été constamment en situation de moins-value latente significative au regard de sa valeur comptable sur la période de 6 mois consécutifs précédant la clôture des comptes.
- il existe des indices objectifs permettant de juger que, dans un avenir prévisible, l'entreprise ne pourra recouvrer tout ou partie de la valeur comptable du placement.

Le critère de moins-value significative peut être généralement défini, pour les valeurs françaises, en fonction de la volatilité constatée, soit 20 % pendant 6 mois. Ce taux vaut également, sauf exceptions, pour les actions européennes.

Les titres ayant fait l'objet d'une provision pour dépréciation à l'arrêt précédent ainsi que les titres en situation de moins-value latente significative ont fait l'objet d'une analyse visant à déterminer leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de ces placements est déterminée en prenant en compte la capacité de l'entreprise à détenir ces placements à l'horizon de détention envisagé ainsi que le rendement annuel espéré. L'horizon de détention des titres a été déterminé en regard des durations des passifs par portefeuille et d'une analyse de la liquidité. Les rendements annuels espérés ont été déterminés selon une approche adaptée à chaque grande classe d'actifs.

Pour 2019, aucun titre n'a fait l'objet de calcul de valeur recouvrable.

Pour 2019, la société n'a pas enregistré de mouvement de provision pour dépréciation durable pour les titres relevant de l'article R.343-10. A la clôture de l'exercice, la provision pour dépréciation durable s'élève à 0,6 M€.

Valeurs amortissables de l'article R.343-10 :

En application du règlement ANC n° 2015-11, concernant les actifs amortissables relevant de l'article R.343-10 du code des assurances, il est tenu compte d'un amortissement actuariel de la décote/surcote sur la durée résiduelle de vie du placement.

La prime ou la décote représente la différence arithmétique entre le prix d'achat et la valeur de remboursement du placement. Les amortissements cumulés figurent en compte de régularisation à l'actif ou au passif du bilan et la variation de l'exercice figure en autres produits et autres charges de placement du compte de résultat.

Les règles de dépréciation des actifs amortissables relevant de l'article R.343-10 du code des assurances sont déterminées par le règlement ANC n° 2015-11 modifié (articles 123-6 à 19) dans lequel deux cas de figure se présentent :

- lorsque l'organisme d'assurance a l'intention et la capacité de détenir les placements jusqu'à leur maturité, les dépréciations à caractère durable s'analysent au regard du seul risque de crédit.
- lorsque l'organisme d'assurance n'a pas l'intention ou la capacité de détenir les placements jusqu'à leur maturité, les dépréciations à caractère durable sont constituées en analysant l'ensemble des risques identifiés sur ce placement en fonction de l'horizon de détention considéré.

Cette capacité de détention des placements amortissables relevant de l'article R.343-10 du code des assurances jusqu'à un horizon déterminé est analysée en tenant compte :

- des contraintes existantes en termes de gestion actif-passif ;
- du taux de rotation historique des placements ;
- de la situation financière de l'entreprise d'assurances (existence des flux de trésorerie positifs excluant la nécessité de cession des titres) ;
- le cas échéant, des caractéristiques du canton auquel appartiennent les placements concernés.

Au 31 décembre 2019, pour la société Aviva Assurances les titres suivants font partie de ce périmètre :

| Code ISIN | Désignation |
|--------------|--------------------------------|
| FR0012673093 | FCT IDINVEST DETTE SR IDS3 |
| FR0013186893 | FCT IDINVEST DETTE SR IDS4 |
| LU1861151048 | AVIVA INV EUR INFRA DEBT STRAT |
| NR0000001315 | AVIVA INFRASTRUCTURE DBT EUR E |

Placements en valeurs mobilières soumis à l'article R.343-9

Les titres soumis à l'article R.343-9 du code des assurances sont principalement des titres à revenu fixe (obligations et titres de créance négociables).

En application de l'article R.343-9 du codes des assurances, les titres à revenu fixe amortissables énumérés aux 1°, 2°, 2° bis, 2° ter et 2 quater de l'article R.332-2, autres que les obligations indexées (à l'exception des obligations indexées sur le niveau général des prix et dont le remboursement est garanti au pair), les parts de fonds communs de créance et les titres participatifs sont inscrits à leur coût d'achat hors intérêts courus (méthode FIFO). La différence entre la valeur de remboursement et la valeur d'achat est rapportée au résultat sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

Les intérêts des obligations sont versés à une date anniversaire (annuels, semestriels, trimestriels) à titre de rémunération.

Les intérêts courus des obligations correspondent à la fraction d'intérêt écoulé depuis le dernier versement des intérêts jusqu'à la date de clôture.

Les produits de type TCN moyen terme non indexés et négociés sur un marché reconnu sont assimilés à des produits relevant de l'article R.343-9. De même, les TCN moyen terme respectant les critères de l'ancien article R.332-14-1 à l'exception des TCN moyen terme indexés sur le marché actions relèvent de l'article R.343-9. Ont également été considérés comme titres amortissables relevant de l'article R.343-9, les produits structurés dont la rémunération se réfère à un taux obligataire usuel du marché (ex. TEC10, CMS10, CMS2) et dont le remboursement au pair est garanti à l'échéance.

Aviva Assurances - Comptes au 31-12-2019

Pour les titres cotés, la valeur de réalisation est déterminée d'après le dernier cours coté en date d'inventaire, obtenu auprès de contributeurs de données financières. Pour les titres non cotés ou non disponibles auprès de ces contributeurs, les cours sont obtenus auprès des sociétés de gestion ou des contreparties.

Les cours de l'ensemble des titres ont été collectés auprès des différentes sources citées précédemment jusqu'à J+2 de la date d'inventaire. Les cours obtenus au-delà de cette date ont été analysés, mais n'ont pas été retenus dans notre présentation des placements car leur impact était peu significatif.

Des contrôles ont été effectués sur certaines lignes obligataires peu liquides ou relatives à des produits structurés à l'aide de modèles internes développés par la société de gestion Aviva Investors France, ou de valorisations fournies par un prestataire externe sur la base d'un modèle.

Pour les titres à revenu fixe, une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il y a lieu de considérer que le débiteur n'est pas en mesure de respecter ses engagements (paiement des intérêts ou remboursement du principal).

Les titres relevant de l'article R.343-9 n'ont pas fait l'objet de provision.

Conformément au dernier alinéa de l'article R.343-9 du code des assurances, l'option d'une comptabilisation en R.343-10 est retenue pour les obligations convertibles en actions dont le taux actuariel à l'achat est négatif.

Lorsqu'elle est appliquée, cette option s'applique à l'ensemble des obligations convertibles en actions à taux actuariel négatif.

Au 31 décembre 2019, aucune obligation convertible en actions à taux actuariel négatif n'est détenue par Aviva Assurances.

Pensions livrées

Aviva Assurances réalise des opérations de pensions livrées. Celles-ci correspondent à des cessions d'actifs financiers à une contrepartie, assorties d'un engagement simultané de rachat de ces actifs financiers à une date et à prix convenus.

Les titres remis en pension continuent à figurer dans le bilan de la société. La contrepartie de la trésorerie reçue au titre de la cession est enregistrée séparément.

Les pensions en cours au 31 décembre 2019 sont les suivantes :

| | Prix de revient M€ | Valorisation M€ |
|----------------|---------------------------|------------------------|
| Emprunt d'Etat | 29,10 | 24,57 |
| TOTAL | 29,10 | 24,57 |

Instruments financiers à terme

Le swap détenu dans le cadre d'une stratégie de rendement et mis en place lors d'une opération de micro-couverture est arrivé à échéance. Le remboursement a été effectué le 25 juillet 2019.

CREANCES

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale de remboursement (coût historique).

Lorsque la valeur d'inventaire à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée.

ACTIFS CORPORELS D'EXPLOITATION

Les actifs corporels d'exploitation font l'objet d'amortissements annuels, sur le mode linéaire, selon les durées suivantes :

| | |
|---------------------------------|------------|
| - agencements : | 5 à 10 ans |
| - matériel de transport : | 5 ans |
| - matériel informatique : | 4 ans |
| - matériel et mobilier divers : | 3 à 10 ans |

COMPTES DE REGULARISATION ACTIF ET PASSIF

Les comptes de régularisation – actif et passif – sont principalement composés :

- des intérêts courus sur les instruments financiers,
- de la surcote/décote relative aux titres obligataires,
- des frais d'acquisition reportés.

Les intérêts des obligations sont versés à une date anniversaire (annuels, semestriels, trimestriels) à titre de rémunération.

Les intérêts courus des obligations correspondent à la fraction d'intérêt écoulée entre la dernière tombée de coupon et la date de la clôture concernée.

La fraction non imputable à l'exercice des frais d'acquisition de contrats supportés dans l'exercice est inscrite à l'actif du bilan.

Le montant à reporter est déterminé selon l'approche retenue pour les provisions pour primes non acquises. Il est amorti linéairement sur la période de garantie restant à courir après la date d'inventaire.

PRIMES LIEES AU CAPITAL

Ce poste comprend notamment le boni de fusion La Paix, soit 641 549 euros, conformément au règlement ANC n° 2014-03 modifié relatif au plan comptable général. Ce boni est enregistré dans le compte Prime de fusion.

Il intègre également la prime de fusion générée dans le cadre de l'opération de fusion Aviva Assurances et Eurofil pour un montant net (après reconstitution de la réserve de capitalisation) de 9 231 832 euros.

RESERVE DE CAPITALISATION

Le Décret n°2015-513 du 7 Mai 2015 supprime le mécanisme dit de « la réserve de capitalisation » pour les entreprises ne pratiquant pas d'opérations d'assurance vie, les entreprises de réassurance, et les entreprises mixtes à activités prépondérantes non vie ne répondant au seuil défini.

PROVISIONS TECHNIQUES

Les provisions techniques figurant au passif du bilan sont déterminées brutes de réassurance. La part à la charge des réassureurs figure à l'actif du bilan.

Provisions pour primes non acquises et risques en cours

La provision pour primes non acquises est destinée à mettre en réserve la part des primes, hors garanties obligataires construction, se rapportant à la période comprise entre la date d'inventaire et la date de la prochaine échéance de prime. Elle est calculée prorata temporis, contrat par contrat, brute de commissions et de frais.

La provision pour risques en cours, déterminée par catégories d'assurance, est destinée à couvrir, pour chacun des contrats à prime payable d'avance, la charge des sinistres et des frais afférents au contrat pour la période s'écoulant entre la date d'inventaire et la prochaine échéance de prime, pour la part de cette charge qui n'est pas couverte par la provision pour primes non acquises. Cette provision est classée avec les provisions pour primes non acquises.

Provisions pour sinistres

Ces provisions correspondent à la valeur estimative des dépenses en principal et en frais tant internes qu'externes, nécessaires au règlement de tous les sinistres survenus et non payés, y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mis à la charge de l'entreprise.

Les provisions pour sinistres comprennent :

- des provisions pour sinistres en suspens,
- des provisions pour sinistres inconnus ou déclarés tardivement (après la date d'inventaire),
- des prévisions de recours à encaisser,
- des provisions couvrant les risques construction :
Au titre des garanties obligatoires, il est constitué une provision destinée à couvrir le coût des sinistres non encore manifestés et qui se manifesteront d'ici à l'expiration de la période de garantie décennale. Cette provision respecte l'exigence de provisionnement minimum imposée par l'article A.143-13 du règlement ANC 2015-11.
- une provision de frais de gestion des sinistres, destinée à couvrir les frais futurs liés à l'ensemble des sinistres et recours provisionnés.

Provisions d'égalisation

Des provisions constituées conformément à l'article R.343-7 alinéa 6 du code des assurances sont destinées à faire face aux charges exceptionnelles afférentes aux risques liés aux événements suivants :

- Catastrophes naturelles,
- Grêle,
- Attentats et terrorisme.

Autres provisions techniques

- provisions mathématiques de rentes :
 - Les rentes d'incapacité issues des contrats couvrant les risques autres que les dommages corporels et allouées au titre des accidents survenus avant le 1^{er} janvier 2013, sont calculées sur la base de la table de mortalité mentionnée à l'article 600-5 du règlement ANC n° 2015-11 et d'un taux d'actualisation plafonné à 60 % de la moyenne des TME des 24 derniers mois des emprunts de l'Etat français (sans pouvoir dépasser 3,5%) majoré de 10 points de base. En application de cette disposition, le taux d'actualisation retenu en 2019 pour ce type de rentes est de 0,38 %.

Pour les rentes allouées au titre des accidents survenus à compter du 1^{er} janvier 2013 et dont le montant est revalorisé selon la loi n° 51-695 du 24 mai 1951 ou la loi n° 74-1118 du 27 décembre 1974, un taux d'inflation de 2 % est également pris en compte. Le taux d'actualisation ainsi retenu pour ce type de rentes est de - 1,62 % au 31 décembre 2019.

- Les rentes d'incapacité et d'invalidité issues des contrats couvrant des risques corporels sont calculées à partir des lois de maintien en incapacité et en invalidité indiqués aux articles 600-2, 600-3 et 600-4 du règlement ANC n° 2015-11 modifié et d'un taux d'actualisation plafonné à 75 % de la moyenne des TME des 24 derniers mois des emprunts de l'Etat français (sans pouvoir dépasser 4,5%). En application de cette disposition, le taux d'actualisation retenu en 2019 pour ce type de rentes est de 0,48 %.
- provision pour risque d'exigibilité :
Cette provision est « destinée à faire face à une insuffisance de liquidité des placements en cas de modification du rythme de règlement des sinistres ».
Selon l'article R.343-5 du code des assurances, la provision pour risque d'exigibilité est constituée lorsque les placements mentionnés à l'article R.343-10, à l'exception des valeurs amortissables que l'entreprise d'assurance a la capacité et l'intention de détenir jusqu'à leur maturité, se trouvent en situation de moins-value latente nette globale (après constatation des provisions pour dépréciations durables).

Une moins-value latente nette globale est constatée lorsque la valeur nette comptable de ces placements est supérieure à la valeur globale de ces mêmes placements évalués de la manière suivante :

- Pour les valeurs mobilières cotées et les titres cotés mentionnés au a de l'article R. 343-11 :
La valeur retenue est le cours moyen calculé sur les trente derniers jours précédant le jour de l'inventaire ou, à défaut, le dernier cours coté avant cette date ;
- Pour les actions de sociétés d'investissement à capital variable et les parts de fonds communs de placement mentionnés au c de l'article R. 343-1 :
La valeur retenue est la moyenne des prix de rachat publiés au cours des trente derniers jours précédant le jour de l'inventaire ou, à défaut, le dernier prix de rachat publié avant cette date ;
- Pour les autres actifs :
Leur valeur est évaluée selon les règles prévues à l'article R. 343-11.

Conformément à l'article R343-6 du code des assurances, la charge liée à la dotation à la PRE est étalée sur une durée de 8 ans maximum en adéquation avec la durée des passifs.

Conformément à l'article R322-6 du code des assurances, le report de charge de la PRE constitué en vertu de l'article R343-6 est déduit du bénéfice distribuable mentionné à l'article L.232-11 du code de commerce. Il est également déduit du bénéfice défini au deuxième alinéa de l'article L.232-12 du même code.

Aucune provision pour risques croissants n'a été constatée pour l'exercice 2019.

- provision pour risques croissants :
Cette provision est destinée à couvrir, pour les opérations d'assurance contre les risques de maladie et d'invalidité, la différence des valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et par les assurés.
Aucune provision pour risques croissants n'a été constatée pour l'exercice 2019.

PROVISIONS (AUTRES QUE TECHNIQUES)

Cette rubrique comprend :

- la provision pour investissement, qui doit être utilisée dans les 2 ans qui suivent l'exercice de sa constitution,
- des provisions pour risques divers,
- des provisions pour charges diverses,
- des provisions pour charges destinées à couvrir les engagements pris par la société vis-à-vis de son personnel :
 - Avantages à court terme :
Ils sont payables dans les douze mois et sont comptabilisés immédiatement en charge.
 - Avantages long terme et avantages postérieurs à l'emploi :
Conformément à la recommandation CNC 2003 R 01 § 6211, la société Aviva Assurances applique la méthode préférentielle et utilise la méthode des unités de crédits projetées dans le calcul de ses engagements.
Concernant les avantages postérieurs à l'emploi, elle applique la méthode dite du « corridor » en étalant les écarts actuariels excédant 10 % du maximum entre la juste valeur des actifs de couverture et de l'obligation à l'ouverture sur la durée résiduelle d'activité.
Concernant les autres avantages à long terme, comme requis par cette même recommandation, elle reconnaît les écarts actuariels immédiatement en résultats et comptabilise donc au bilan la valeur nette de l'engagement.

Les hypothèses actuarielles utilisées sont détaillées dans l'annexe B13-D-1.

REASSURANCE

Les acceptations sont comptabilisées soit sur la base des comptes annuels transmis, soit à partir des données transmises par les services de souscription.

Les cessions de primes, de commissions et de sinistres sont établies conformément aux différents traités de réassurance en cours.

Un traité de réassurance en quote-part de 50%, appelé traité « Mixer » a été mis en place à effet du 1^{er} janvier 2016. Il s'applique au net des autres programmes de réassurance existants, et couvre les risques techniques sur l'ensemble du portefeuille à compter de la prise d'effet ainsi que les risques de marché sur la part des actifs relative aux engagements réassurés.

Les titres déposés par les réassureurs en couverture des provisions techniques sont inscrits dans le tableau des engagements reçus et donnés.

DIFFERENCES DE CONVERSION

Les opérations en devises sont converties en euros d'après les cours de change du jour d'inventaire.

Conformément aux articles 241-5 et 241-6 du règlement ANC 2015-11, les différences de change sont constatées :

- au bilan s'il s'agit de différences de conversion sur des positions structurelles (principalement titres de participations stratégiques, dotation en devises aux succursales),
- en résultat de change s'il s'agit de différences de change sur des positions de change opérationnelles.

Hors bilan

L'entreprise a recensé les engagements reçus et donnés selon les dispositions en vigueur.

Compte de résultat

OPERATIONS D'ASSURANCES NON-VIE

Primes :

Les primes correspondent aux émissions nettes d'annulations, à la variation des primes restant à émettre, ainsi qu'aux primes acceptées en réassurance.

Sinistres :

Les sinistres payés correspondent aux prestations et frais internes et externes payés au cours de l'exercice. Ils incluent également les versements périodiques de rentes.

Dans le cadre du dispositif « tiers payant de la carte sésame vitale » et des flux électroniques mis en place, le règlement et la comptabilisation des droits relatifs à certaines prestations en nature liées à la maladie, interviennent, conformément aux textes légaux et réglementaires, en particulier les articles L.161-33 et R.161-43 du code de la sécurité sociale, sur une base déclarative, sans reconnaissance expresse par l'assuré/l'adhérent de la réalité de la prestation reçue.

PRODUITS DES PLACEMENTS

Le résultat de la gestion des placements est constitué d'une part des produits courants nets de charges sur valeurs mobilières, immobilières et autres placements, et d'autre part des résultats sur cessions d'actifs. Dans ce dernier cas, les plus-values sur valeurs mobilières sont déterminées par différence entre le prix de cession et leur valeur d'inventaire déterminée par la méthode FIFO.

Le résultat de la gestion des placements est ventilé entre :

- les produits générés par le placement des fonds provenant des provisions techniques et figurant dans le compte de résultat technique,
- et ceux issus des capitaux propres apparaissant dans le compte de résultat non technique.

Cette allocation des produits financiers est calculée sur la base du rapport « provisions techniques nettes de réassurance / (provisions techniques nettes de réassurance + fonds propres) ».

FRAIS GENERAUX ET COMMISSIONS

Les frais généraux et les commissions, d'abord comptabilisés en fonction de leur nature, sont ensuite ventilés en fonction de leur destination, selon l'approche suivante :

- affectation directe, sans application d'aucune clé forfaitaire, pour les charges directement affectables par destination,
- utilisation de clés de répartition basées sur des critères quantitatifs objectifs, appropriés et contrôlables, pour les charges ayant plusieurs destinations et pour celles qui ne sont pas directement affectables.

Les frais généraux et commissions sont ainsi ventilés selon les destinations suivantes :

- frais de règlement de sinistres,
- frais d'acquisition des contrats,
- frais d'administration des contrats,
- frais affectés à la gestion financière des contrats,
- autres charges techniques.

FRAIS D'ACQUISITION REPORTEES

La comptabilisation des FAR a été réalisée conformément aux dispositions de l'article 151-1 du règlement ANC 2015-11. La probabilité des résiliations visées à l'article L.113-15-2 du Code des assurances est prise en compte pour la période d'imputation des frais d'acquisition.

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les opérations qui par nature ont un caractère non récurrent et étranger à l'exploitation, notamment les charges résultant de cas de force majeure étrangère à l'exploitation, sont portées en produits et charges exceptionnels (annexe de l'art. 336-1 du règlement ANC 2015-11 du 26 novembre 2015).

CHARGE FISCALE

En application de la convention d'intégration fiscale entre Aviva France et les filiales membres du groupe intégré (dernière version du 22 octobre 2006, renouvelable par tacite reconduction), Aviva Assurances verse à Aviva France une somme équivalente au montant de l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si la société avait été imposable distinctement. Cette somme constitue la contribution de la société au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe fiscal.

L'impôt enregistré au compte de résultat comprend l'impôt payable au titre de l'exercice clos, la liquidation de l'impôt sur les sociétés et la taxe sur boni.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), instauré par la loi de finances rectificative pour 2012, s'est appliqué depuis l'exercice 2013. Il est supprimé à compter du 01/01/2019.

Selon le mécanisme jusqu'alors en vigueur, le CICE déterminé par l'entreprise est venu en déduction de l'impôt sur les sociétés dont celle-ci était redevable au titre de l'exercice concerné. Comptablement, et compte tenu de la nature du crédit d'impôt, celui-ci était enregistré en diminution, non pas de la charge d'impôt sur les sociétés, mais des frais de personnel.

Le CICE avait pour objet d'améliorer la compétitivité des entreprises et ainsi leur permettre de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de

prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement.

Depuis l'exercice 2014, l'entreprise bénéficiaire du CICE au titre de l'exercice précédent doit retracer dans ses comptes annuels l'utilisation qui a été faite du crédit d'impôt.

Ainsi, le crédit d'impôt 2018 imputé sur la liquidation de l'impôt en 2019 a permis de financer cette année en partie, des projets stratégiques pour la société, et ce pour la dernière fois, du fait de sa suppression à compter de 2019.

La stratégie multi-accès d'Aviva s'est poursuivie en 2019 avec des investissements concernant la marque unique qui s'est déclinée sur l'ensemble du groupe Aviva des outils développés pour permettre à nos clients d'accéder plus facilement et de manière digitale à l'ensemble de nos services, ainsi que la mise en place d'un workflow destiné aux apporteurs afin de faciliter les souscriptions.

Ces investissements s'accompagnent de mesures de modernisation de l'ensemble des processus qui s'orientent résolument vers le digital pour nos intermédiaires et nos clients, dans un souci d'efficacité et de performance environnementale avec en particulier le développement d'outils GED.

2 - DEROGATIONS AUX PRINCIPES GENERAUX DU PLAN COMPTABLE

Aucune dérogation n'a été faite aux principes généraux du plan comptable.

3 - CHANGEMENTS DE METHODE

Néant

4 - CHANGEMENTS DE REGLEMENTATION AYANT UN IMPACT SUR LE RESULTAT

Néant

B - NOTES SUR LES POSTES DU BILAN ET SUR LE HORS-BILAN

NOTE B-1 - EVOLUTION DES ACTIFS INCORPORELS ET DES PLACEMENTS

NOTE B-2 - VARIATIONS DES PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS DES ACTIFS INCORPORELS ET DES PLACEMENTS

| Note B-1 - Mouvements | | | | | |
|--|----------------------------|-------------------------------|---------------|-------------|----------------------------|
| (en milliers d'euros) | Montant brut 31-12-2018 | Variation liée aux fusions | Augmentations | Diminutions | Montant brut 31-12-2019 |
| Actifs incorporels | 19 398 | - | 36 | - | 19 434 |
| Terrains et constructions | 273 988 | - | 8 704 | 1 244 | 281 446 |
| Entreprises liées ou avec un lien de participation : | | | | | |
| - actions | 610 | - | - | - | 610 |
| - autres placements | - | - | - | - | - |

| Note B-1 - Corrections de valeurs et Note B-2 | | | | | | | | |
|--|-------------------------|-------------------------------------|---|--|-------------------------------|--|------------------------------|------------------------------|
| (en milliers d'euros) | Amortissement Fusion | Amortissement dans l'exercice | Octation prov.dépréc. dans l'exerc. | Reprise prov.dépréc. dans l'exerc. | Montant brut 31-12-2019 | Amortiss. et prov.dépréc. 31-12-2019 | Montant net 31-12-2019 | Montant net 31-12-2018 |
| Actifs incorporels | - | 1 776 | - | - | 19 434 | 16 748 | 2 686 | 4 426 |
| Terrains et constructions | - | 1 281 | - | 2 | 281 446 | 36 349 | 245 097 | 238 916 |
| Entreprises liées ou avec un lien de participation : | | | | | | | | |
| - actions | - | - | - | - | 610 | - | 610 | 610 |
| - autres placements | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres placements | - | - | - | - | 2 026 603 | 629 | 2 025 974 | 2 084 887 |
| Dépôts espèces chez les cédantes | - | - | - | - | 8 128 | - | 8 128 | 8 451 |

NOTE B-3 - ETATS DES PLACEMENTS

| ETAT RECAPITULATIF DES PLACEMENTS (en milliers d'euros) | VALEUR BRUTE | VALEUR NETTE | VALEUR DE REALISATION |
|--|------------------|------------------|-----------------------|
| I - Placements et instruments financiers à terme (détail des postes 3 et 4 de l'actif et des instruments financiers à terme) | | | |
| 1. Placements immobiliers et placements immobiliers en cours IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement IFT stratégies de rendement | 281 446 | 245 097 | 323 712 |
| 2. Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement IFT stratégies de rendement | 2 821 | 2 669 | 3 716 |
| 3. Parts d'OPCVM (autres que celles visées en 4) IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement IFT stratégies de rendement | 662 704 | 662 704 | 708 796 |
| 4. Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement IFT stratégies de rendement | - | - | - |
| 5. Obligations et autres titres à revenu fixe IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement IFT stratégies de rendement | 1 350 136 | 1 352 993 | 1 443 310 |
| 6. Prêts hypothécaires IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement IFT stratégies de rendement | - | - | - |
| 7. Autres prêts et effets assimilés IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement IFT stratégies de rendement | 729 | 252 | 252 |
| 8. Dépôts auprès des entreprises cédantes | 7 214 | 7 214 | 7 214 |
| 9. Dépôts (autres que ceux visés au 8) et cautionnements en espèces, et autres placements | 1 015 | 1 015 | 1 015 |
| 10. Actifs représentatifs de contrats en unités de compte - placements immobiliers - titres à revenu variable autres que des parts d'OPCVM - OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe - autres OPCVM - obligations et autres titres à revenu fixe IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement IFT stratégies de rendement | - | - | - |
| 11. Autres instruments financiers à terme - stratégies d'investissement ou de désinvestissement - stratégies de rendement - autres opérations | - | - | - |
| 12. Total des lignes 1 à 11 | 2 306 066 | 2 271 944 | 2 486 014 |
| a) Dont : | | | |
| - placements évalués selon l'article R. 343-9 et instruments financiers à terme rattachés décote non encore amortie | 1 288 359 | 1 291 217 | 1 379 028 |
| - prime de remboursement non encore reprise | - | 7 534 | - |
| - placements évalués selon l'article R. 343-10 et instruments financiers à terme rattachés | - | -19 458 | - |
| - placements évalués selon l'article R. 343-13 et instruments financiers à terme rattachés | 1 017 705 | 980 727 | 1 108 987 |
| - placements évalués conformément à l'article 28 du décret n° 2004-342 du 21 avril 2004 - autres instruments financiers à terme | - | - | - |
| b) Dont : | | | |
| - valeurs affectables à la représentation des provisions techniques autres que celles visées ci-dessous | 2 295 701 | 2 262 209 | 2 477 234 |
| - valeurs garantissant les engagements envers les institutions de prévoyance ou couvrant les fonds de placement gérés | - | - | - |
| - valeurs déposées chez les cédants (dont valeurs déposées chez les cédants dont l'entreprise s'est portée caution solidaire) | 7 214 | 7 214 | 7 214 |
| - valeurs affectées aux provisions techniques des opérations d'assurance légalement cantonnées dans une comptabilité auxiliaire d'affectation en France | - | - | - |
| - autres affectations ou sans affectation | 3 149 | 2 521 | 3 567 |
| - les valeurs affectées aux provisions techniques des opérations d'assurance légalement cantonnées dans une comptabilité auxiliaire d'affectation en France sont détaillées par nature (A, R, RA, RE, RX). Elles font par ailleurs l'objet d'un tableau récapitulatif séparé, ventilant les placements par nature | - | - | - |
| c) Dont : | | | |
| - placements et instruments financiers à terme dans l'OCDE | 2 305 116 | 2 270 990 | 2 486 957 |
| - placements et instruments financiers à terme hors OCDE | 948 | 954 | 1 058 |
| II - Actifs affectables à la représentation des provisions techniques (autres que les placements, les instruments financiers à terme et la part des réassureurs dans les provisions techniques) | | | |
| III - Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance | | | |
| Dans l'état récapitulatif, les instruments financiers à terme liés à des placements sont rattachés aux placements concernés par la stratégie de la même façon que dans l'état détaillé. Lorsqu'une stratégie concerne plusieurs natures de placements, les instruments financiers à terme de la stratégie qui n'auront pas été rattachés aux placements de même nature, seront mentionnés à la rubrique 11 "autres instruments financiers à terme" | | | |

TABLEAU DE CONCORDANCE ENTRE LE BILAN ET L'ETAT DES PLACEMENTS (en milliers d'euros)

PLACEMENTS

| | |
|---|-----------|
| - Actifs représentatifs des contrats autres que ceux en unités de compte (poste 3) | 2 279 809 |
| - Placements représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte (poste 4) | |
| Sous-total bilan (classe 2) | 2 279 809 |

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

Compris dans l'état des placements

| | |
|---|---------|
| - Amortissement des différences sur le prix de remboursement | -12 949 |
| - Différence sur le prix de remboursement à percevoir | 5 084 |
| - Comptes de régularisation des Instruments Financiers à Terme Actif | |
| - Comptes de régularisation des Instruments Financiers à Terme Passif | |

| | |
|---|------------------|
| Total des placements en valeur nette | 2 271 944 |
|---|------------------|

NOTE B-4 - CREANCES ET DETTES

Ventilation des créances et dettes selon la durée résiduelle

| (en milliers d'euros) | 31-12-2019 | | 31-12-2018 | |
|-----------------------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|
| | Créances | Dettes | Créances | Dettes |
| Durée résiduelle jusqu'à un an | 687 425 | 1 555 291 | 644 718 | 1 428 897 |
| Durée résiduelle de 1 à 5 ans | 24 519 | - | 19 901 | - |
| Durée résiduelle de plus de 5 ans | 8 164 | - | 7 355 | - |
| TOTAL | 720 107 | 1 555 291 | 671 974 | 1 428 897 |

Assurance et Réassurance

| (en milliers d'euros) | 31-12-2019 | | 31-12-2018 | |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Soldes Débiteurs | Soldes Créiteurs | Soldes Débiteurs | Soldes Créiteurs |
| Assurés | 2 380 | 12 047 | 2 287 | 4 763 |
| Intermédiaires d'assurance | 599 609 | 57 160 | 560 145 | 53 822 |
| Coassureurs | 10 662 | 730 | 15 744 | 343 |
| Réassureurs | 1 229 | 1 311 721 | 4 120 | 1 177 293 |
| Cédantes | 330 | 114 | 3 215 | 2 892 |

N.B. : les soldes débiteurs sont bruts de provisions pour dépréciation ; les soldes créiteurs ne comprennent pas les primes acquises et non émises au titre des cessionnaires

NOTE B-5 - FILIALES ET PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET ENTREPRISES LIEES
(en milliers d'euros)

a) Montants des participations et parts d'entreprises liées détenues dans des entreprises d'assurance :

NEANT

ENTITES DONT L'ENTREPRISE EST L'ASSOCIE INDEFINIMENT RESPONSABLE

| NOM | SIEGE | FORME JURIDIQUE |
|---------------|---|--------------------------|
| SNC Agents 3A | 13, rue du Moulin Bailly 92270 Bois-Colombes | Société en nom collectif |

GROUPEMENTS DONT L'ENTREPRISE EST MEMBRE INDEFINIMENT RESPONSABLE

| NOM | SIEGE | FORME JURIDIQUE |
|-------------------------------|---|--|
| G.I.E. du groupe Aviva France | 80, avenue de l'Europe 92270 Bois-Colombes | Groupement d'intérêt économique |
| G.I.E. KAREO Services | 2 Rue Pillet-Wilf 75009 PARIS | Groupement d'intérêt économique |
| Groupement de fait Domnages | 13, rue du Moulin Bailly 92270 Bois-Colombes | Groupement de fait |
| Groupement de fait Vie | 70, avenue de l'Europe 92270 Bois-Colombes | Groupement de fait |
| Aviva Europe Services EEIG | One Park Place Hatch Street Dublin 2 Irlande | Groupement européen d'intérêt économique |

NOTE B-5 - FILIALES ET PARTICIPATIONS (suite)

TABEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS EXERCICE 2019

b) Tableau des filiales et participations (art.423-39 du règlement ANC 2015-11 du 26 novembre 2015)
(en milliers d'euros)

| SOCIETES | Capital | Réserves et report à nouveau (avant affectation des résultats) | Quote-part du capital détenue (en %) | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés | Montant des cautions et avais donnés par la société | Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé | Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|---|---------|--|--------------------------------------|-------------------------------------|--------|--|---|--|--|--|
| | | | | Brute | Nette | | | | | |
| A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la société | | | | | | | | | | |
| 1) FILIALES (+ 50%) | | | | | | | | | | |
| - S.C.I.P. (1) | 2 157 | 3 222 | 66,03% | 23 528 | 3 225 | | | 3 826 | 1 404 | 934 |
| 2) PARTICIPATIONS (10 à 50%) | | | | | | | | | | |
| - SAS 100 Courcelles | 90 000 | (1 364) | 40,00% | 45 212 | 45 212 | | | - | (1 568) | - |
| - SCI Charles Hermité | 316 582 | 12 308 | 12,65% | 43 368 | 43 368 | | | 8 592 | (737) | 500 |
| - SCI Montaigne | 225 000 | (4 966) | 33,33% | 75 000 | 75 000 | | | 13 331 | 6 278 | 2 229 |
| - OPCl Legiprime | 113 268 | 111 | 20,32% | 17 000 | 17 000 | | | 5 034 | 3 000 | 675 |
| 3) PARTICIPATIONS (< à 10%) | | | | | | | | | | |
| B. Renseignements globaux concernant les filiales et participations dont la valeur d'inventaire n'excède pas 1% du capital de la société | | | | | | | | | | |
| 1) FILIALES (+ 50%) | | | | | | | | | | |
| 2) PARTICIPATIONS (10 à 50%) | | | | 610 | 610 | | | | | |
| - GIE AVIVA FRANCE | | | 50,00% | 1 | 1 | | | | | |
| - ASSERCAR | | | 13,00% | 286 | 286 | | | | | |
| - D.A.R.V.A. | | | 60,00% | 323 | 323 | | | | | |
| 3) PARTICIPATIONS (< à 10%) | | | | 2 | 1 | | | | | |
| - OGIF | | | 0,00% | 2 | 1 | | | | | |

(1) Société Concessionnaire des Immeubles de la Pépinière

NOTA : Ce tableau comprend les titres de sociétés immobilières constituant des titres de participation

NOTE B-6 - OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES OU AVEC LESQUELLES EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

Note B-6 A - Actifs sur les entreprises du groupe

| (en milliers d'euros) | Entreprises liées | 31-12-2019 Entreprises lien particip. | Total | Entreprises liées | 31-12-2018 Entreprises lien particip. | Total |
|---|-------------------|---|---------------|-------------------|---|---------------|
| Capital souscrit non appelé | - | - | - | - | - | - |
| Placements | - | 610 | 610 | - | 610 | 610 |
| . Actions, autres titres à revenu variable | - | 610 | 610 | - | 610 | 610 |
| . Obligations, TCN, autres titres à revenu fixe | - | - | - | - | - | - |
| . Prêts | - | - | - | - | - | - |
| . Dépôts auprès d'établissements de crédit | - | - | - | - | - | - |
| . Autres placements | - | - | - | - | - | - |
| . Créances espèces déposées chez les cédants | - | - | - | - | - | - |
| Part des réassureurs dans les provisions techniques | 3 167 | - | 3 167 | 2 262 | - | 2 262 |
| . Primes non acquises | - | - | - | - | - | - |
| . Sinistres | 3 167 | - | 3 167 | 2 262 | - | 2 262 |
| . Participation aux bénéfices et ristournes | - | - | - | - | - | - |
| . Egalisation | - | - | - | - | - | - |
| . Autres | - | - | - | - | - | - |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe | - | - | - | - | - | - |
| . Dont preneurs d'assurances | - | - | - | - | - | - |
| . Dont intermédiaires d'assurances | - | - | - | - | - | - |
| . Dont autres tiers | - | - | - | - | - | - |
| Créances nées d'opérations de réassurance | - | - | - | - | - | - |
| Débiteurs divers | 21 896 | - | 21 896 | 14 796 | - | 14 796 |
| Capital appelé non versé | - | - | - | - | - | - |
| Comptes courants | - | - | - | - | - | - |
| Intérêts et loyers acquis non échus | - | - | - | - | - | - |
| Autres comptes de régularisation (actif) | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 25 063 | 610 | 25 672 | 17 058 | 610 | 17 667 |

N.B. : Les montants indiqués sont nets de provisions

Note B-6 B - Passifs et engagements envers les entreprises du groupe

| (en milliers d'euros) | Entreprises liées | 31-12-2019 Entreprises lien particip. | Total | Entreprises liées | 31-12-2018 Entreprises lien particip. | Total |
|--|-------------------|---|------------------|-------------------|---|------------------|
| Passifs subordonnés | - | - | - | - | - | - |
| Provisions techniques brutes | - | - | - | - | - | - |
| . Primes non acquises | - | - | - | - | - | - |
| . Sinistres | - | - | - | - | - | - |
| . Participation aux bénéfices et ristournes | - | - | - | - | - | - |
| . Egalisation | - | - | - | - | - | - |
| . Autres | - | - | - | - | - | - |
| Dettes pour espèces cautionnaires | - | 341 | 341 | - | 84 | 84 |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe | - | - | - | - | - | - |
| . Dont preneurs d'assurances | - | - | - | - | - | - |
| . Dont intermédiaires d'assurances | - | - | - | - | - | - |
| . Dont autres tiers | - | - | - | - | - | - |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | 1 302 049 | - | 1 302 049 | 1 156 331 | - | 1 156 331 |
| Emprunts obligataires | - | - | - | - | - | - |
| Dettes envers des établissements de crédit | - | - | - | - | - | - |
| Autres dettes | - | - | - | - | - | - |
| Comptes de régularisation (passif) | - | - | - | - | 1 313 | 1 313 |
| TOTAL | 1 302 049 | 341 | 1 302 390 | 1 156 331 | 1 397 | 1 157 728 |

NOTE B-8 - ACTIONNARIAT

| ACTIONNAIRES | 31-12-2019 NOMBRE D' ACTIONS d'une valeur nominale de 45,74 € |
|-----------------------------|--|
| ACTIONS ORDINAIRES : | |
| - Aviva France | 3 908 436 |
| - Actionnaires divers | 1 |
| TOTAL | 3 908 437 |

NOTE B-9 - VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

| (en milliers d'euros) | Solde au 31-12-2018 | Affectation Résultat 2018 | Mouvements s/cap.propres | Résultat 2019 | Solde au 31-12-2019 |
|---------------------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------------|------------------------|
| Capital social | 178 772 | - | - | - | 178 772 |
| Primes liées au capital social | 15 559 | - | - | - | 15 559 |
| Ecarts de réévaluation | - | - | - | - | - |
| Réserves | 70 000 | - | - | - | 70 000 |
| - Réserves indisponibles | - | - | - | - | - |
| - Réserves statutaires | - | - | - | - | - |
| - Réserves réglementées : | | | | | |
| . Plus-values nettes à long terme | - | - | - | - | - |
| . Réserve de capitalisation | - | - | - | - | - |
| - Autres réserves | 70 000 | - | - | - | 70 000 |
| Capital souscrit non appelé | - | - | - | - | - |
| Report à nouveau | 1 763 | 155 | - | - | 1 918 |
| Acomptes sur dividendes | - | - | - | - | - |
| Résultat de l'exercice | 80 278 | -80 278 | - | -56 281 | -56 281 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | 346 372 | -80 123 | - | -56 281 | 209 968 |
| Dividendes distribués | | 80 123 | | | |

NOTE B-10 - ACTIFS INCORPORELS

| (en milliers d'euros) | 31-12-2019 | | | 31-12-2018 | | |
|---|---------------|----------------|--------------|---------------|----------------|--------------|
| | Montant brut | Amortissements | Montant net | Montant brut | Amortissements | Montant net |
| FRAIS D'ETABLISSEMENT | | | | | | |
| . FRAIS DE CONSTITUTION | - | - | - | - | - | - |
| . FRAIS DE PREMIER ETABLISSEMENT | | | | | | |
| . Prospection | - | - | - | - | - | - |
| . Publicité | - | - | - | - | - | - |
| . FRAIS D'AUGMENTATION DE CAPITAL ET OP. DIVERSES | 70 | 70 | - | 70 | 70 | - |
| FRAIS DE RECHERCHES ET DE DEVELOPPEMENT | - | - | - | - | - | - |
| DROIT AU BAIL | - | - | - | - | - | - |
| FONDS COMMERCIAUX | 3 842 | 2 774 | 1 068 | 3 842 | 2 005 | 1 837 |
| AUTRES ACTIFS INCORPORELS | 15 522 | 13 904 | 1 618 | 15 486 | 12 897 | 2 589 |
| TOTAL | 19 434 | 16 748 | 2 686 | 19 398 | 14 972 | 4 426 |

NOTE B-11 - PROVISIONS POUR RISQUES EN COURS

| (en milliers d'euros) | Bilan 31-12-2019 | Bilan 31-12-2018 |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| Provisions pour risques en cours | 41 400 | 34 000 |

NOTE B-12 - PROVISIONS POUR SINISTRES A PAYER

| Note B-12 A - Prévisions de recours à encaisser (en milliers d'euros) | Bilan 31-12-2019 | Bilan 31-12-2018 |
|--|------------------|------------------|
| Prévisions de recours à encaisser | 345 135 | 315 306 |

| Note B-12 B - BONI / MALI (en milliers d'euros) | Bilan 31-12-2019 | Bilan 31-12-2018 |
|---|------------------|------------------|
| <i>Affaires gérées en direct hors pools transports :</i> | | |
| Provisions pour sinistres ouverture * | 1 446 864 | 1 278 261 |
| Prestations payées dans l'exercice s/exercice antérieur * | 416 990 | 367 177 |
| Provisions pour sinistres clôture s/exercice antérieur * | 971 141 | 910 451 |
| BONI / (MALI) | 58 733 | 633 |

* Montants nets de recours encaissés ou prévus, incluant les frais de gestion

NOTE B-12 - PROVISIONS POUR SINISTRES A PAYER (suite)

Note B-12 C - Evolution au cours des trois derniers exercices des primes acquises et de la charge de sinistres *
(Entreprises visées à l'article L 310 - 1 3°)

(en milliers d'euros)

Périmètre retenu : affaires gérées en direct hors pools transports

| Année d'inventaire / Année de survenance | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 2017 | | | | | |
| Règlements | 866 368 | 880 315 | 655 105 | | |
| Provisions | 159 796 | 211 568 | 430 800 | | |
| Total des sinistres (S) | 1 026 164 | 1 091 883 | 1 085 905 | | |
| Primes acquises (P) | 1 427 771 | 1 484 557 | 1 559 736 | | |
| Ratio de sinistralité (S/P) | 71,87% | 73,55% | 69,62% | | |
| 2018 | | | | | |
| Règlements | 889 026 | 929 450 | 880 901 | 632 792 | |
| Provisions | 127 180 | 176 981 | 229 263 | 536 414 | |
| Total des sinistres (S) | 1 016 206 | 1 106 431 | 1 110 165 | 1 169 205 | |
| Primes acquises (P) | 1 422 095 | 1 481 597 | 1 561 984 | 1 494 460 | |
| Ratio de sinistralité (S/P) | 71,46% | 74,68% | 71,07% | 78,24% | |
| 2019 | | | | | |
| Règlements | 900 171 | 964 195 | 931 538 | 900 440 | 648 385 |
| Provisions | 105 469 | 133 323 | 165 833 | 260 634 | 591 442 |
| Total des sinistres (S) | 1 005 641 | 1 097 518 | 1 097 371 | 1 161 074 | 1 239 827 |
| Primes acquises (P) | 1 430 121 | 1 480 032 | 1 561 900 | 1 487 637 | 1 585 898 |
| Ratio de sinistralité (S/P) | 70,32% | 74,16% | 70,26% | 78,05% | 78,18% |

(*) Montants nets de recours encaissés ou prévus, incluant les frais de gestion

NOTE B-13 - AUTRES INFORMATIONS SUR LE BILAN

| (en milliers d'euros) | ACTIF | | PASSIF | | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---|
| | Bilan 31-12-2019 | Bilan 31-12-2018 | Bilan 31-12-2019 | Bilan 31-12-2018 | |
| A) ACTIFS AVEC RESERVE DE PROPRIETE | Néant | Néant | | | |
| B) COMPTES DE REGULARISATION | | | | | |
| Intérêts acquis non échus | 11 280 | 13 611 | | | |
| Loyers acquis non échus | 124 | 39 | | | |
| Frais d'acquisition reportés | 54 230 | 88 569 | | | |
| Frais d'acquisition d'immeuble à répartir sur plusieurs exercices | - | - | | | Produits à répartir sur plusieurs exercices |
| Autres charges à répartir sur plusieurs exercices | - | - | 12 949 | 16 757 | Amortissement des différences sur prix de remboursement |
| Différences sur prix de remboursement à percevoir | 5 084 | 5 291 | 47 116 | 44 285 | Report des commissions reçues des réassureurs |
| Autres comptes de régularisation actif | 200 | 42 | - | 4 567 | Autres comptes de régularisation passif |
| TOTAL REGULARISATION ACTIF | 110 918 | 107 553 | 60 064 | 65 609 | TOTAL REGULARISATION PASSIF |
| Produits à recevoir (rattachés aux créances) | 3 204 | 2 999 | 47 713 | 50 144 | Charges à payer (rattachées aux dettes) |
| C) PRIMES REMBT EMPRUNTS NON AMORTIS | Néant | Néant | | | |
| D) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | | |
| | | | 20 753 | 19 493 | Provisions pour engagements sociaux |
| | | | 2 650 | 6 217 | Provision pour fiscalité différée |
| | | | | | Autres provisions pour risques et charges |
| | | | 23 403 | 25 709 | TOTAL |

Annexe B13-D1 IAS 19 Aviva Assurances : Avantages postérieurs à l'emploi

AVANTAGES DU PERSONNEL

Avantages à court terme :

Ils sont payables dans les douze mois et sont comptabilisés immédiatement en charge.

Avantages à long terme :

Conformément à la recommandation CNC 2003 R 01 § 6211, la société Aviva Assurances applique la méthode préférentielle et utilise la méthode des unités de crédits projetés dans le calcul de ses engagements.

Concernant les avantages postérieurs à l'emploi, elle applique la méthode dite du « corridor » en étalant les écarts actuariels excédant 10 % du maximum entre la juste valeur des actifs de couverture et de l'obligation à l'ouverture sur la durée résiduelle d'activité.

Concernant les autres avantages à long terme, comme requis par cette même recommandation, elle reconnaît les écarts actuariels immédiatement en résultats et comptabilise donc au bilan la valeur nette de l'engagement.

AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI

(en milliers d'euros)

1- Régime à cotisations définies

La société verse des cotisations à un régime de retraite par capitalisation géré par la société d'assurance Cardif.

Cette cotisation s'élève à 2,30% de la masse salariale.

Le montant des cotisations constatées en charge s'est élevé à 1 198 K€.

2- Régime à prestations définies

Il est constitué :

- de la couverture médicale :

Suite à la renégociation avec les instances du personnel, le groupe Aviva ne finance plus la moitié de la cotisation des retraités à la mutuelle du groupe Aviva.

En revanche, une provision a été constituée correspondant à une estimation des déficits de la mutuelle sur le collège des retraités

qui seraient financés en partie par l'entreprise par l'intermédiaire des cotisations qu'elle verse pour les actifs.

- des indemnités de fin de carrière (en application des conventions collectives Assurances),

- du PSAD : régime de retraite surcomplémentaire envers d'anciens cadres dirigeants, fermé en 1978. Ce régime est géré par la BCAC.

- du régime de retraite sur-complémentaire, fermé au 1er janvier 1996, géré par Cardif.

La surcouverture résiduelle est portée par Aviva France, signataire du contrat avec Cardif pour l'ensemble du Groupe.

En K€

| Nom du régime | Mutuelle | IFC/IDR | PSAD | Total |
|--|--------------|-------------------|--------------|---------------|
| Variation de la dette actuarielle | | | | |
| - Valeur de la dette actuarielle à l'ouverture | 7 783 | 11 605 | 96 | 19 484 |
| - Coût des services rendus dans la période | 249 | 640 | 0 | 889 |
| - Intérêt sur la dette | 135 | 158 | 0 | 294 |
| - Cotisations employés | | | | 0 |
| - Modification du régime | | | | 0 |
| - Acquisitions/Cessions de filiales | | | | 0 |
| - Réductions de régimes | | | | 0 |
| - Cessations de régimes | | | | 0 |
| - Evénements exceptionnels | | | | 0 |
| - (Gains)/pertes actuariels | -15 | 2 119 | 19 | 2 123 |
| - Prestations | -103 | -530 | -23 | -656 |
| - Ecart de conversion | | | | 0 |
| - Transfert des provisions de personnel | 35 | 30 | 0 | 65 |
| - Autres | 0 | -88 | 0 | -88 |
| - Valeur de la dette actuarielle à la clôture (A) | 8 084 | 13 933 | 92 | 22 109 |
| Dont régimes entièrement non financés | 8 084 | 13 933 | 92 | 22 109 |
| Dont régimes financés en tout ou partie | | | | |
| Variation des actifs de couverture | | | | |
| - Juste valeur des actifs de couverture à l'ouverture | Néant | Néant | Néant | Néant |
| - Prestations versés | | | | |
| - Rendements des actifs | | | | |
| - Ecart actuariel | | | | |
| - Juste valeur des actifs de couverture à la clôture (B) | Néant | Néant | Néant | Néant |
| Couverture financière (A-B) | 8 084 | 13 933 | 92 | 22 109 |
| - Ecart actuariels restant à amortir (gains/pertes) | -2 573 | -3 182 | -23 | -5 779 |
| - Coût des services passés restant à amortir | | | | |
| - Dette initiale restant à amortir | | | | |
| - Actif non comptabilisé | | | | |
| Montant comptabilisé au bilan | 5 510 | 10 751 | 69 | 16 330 |
| Juste valeur des droits à remboursement | | | | |
| - Juste valeur des droits à remboursement à l'ouverture | | | | |
| - Juste valeur des droits à remboursement à la clôture | | | | |
| - Précisions sur les droits à remboursement | | | | |
| Charge de l'exercice | | | | |
| - Coût des services rendus de la période | 249 | 640 | 0 | 889 |
| - Coût financier (effet de la désactualisation) | 135 | 158 | 0 | 294 |
| - Prestations | | | | 0 |
| - Rendement attendu des actifs de régime | | | | 0 |
| - Amortissement des profits ou pertes actuariels | 137 | 0 | 0 | 137 |
| - Amortissement du coût des services passés | | | | 0 |
| - Amortissement de la dette initiale non constatée | | | | 0 |
| - Profit ou perte résultant de la réduction ou de la liquidation | | | | 0 |
| - Plafonnements d'actifs | | | | 0 |
| - Evénements exceptionnels | | | | 0 |
| - Autres | 0 | -88 | 0 | -88 |
| Coût total de la période | 521 | 710 | 0 | 1 232 |
| Justification de la différence entre la valeur de bilan à l'ouverture et à la clôture (recommandation CNC 2003 - R01) : | | | | |
| Valeur de bilan à l'ouverture | 5 057 | 10 542 | 91 | 15 690 |
| Prestations | -103 | -530 | -23 | -656 |
| Transferts de personnel | 35 | 30 | 0 | 65 |
| Charge de l'exercice | 521 | 710 | 0 | 1 232 |
| Valeur de bilan à la clôture | 5 510 | 10 751 | 69 | 16 330 |
| Hypothèses actuarielles : | | | | |
| - Taux d'actualisation retenus régime | 0,5% | 0,3% | -0,1% | |
| - Taux d'inflation retenus régime | 2% | | | |
| - Taux de rendement attendus des actifs régime | | | | |
| - Table de mortalité des actifs | TGH-TGF 2005 | INSEE F 2011-2013 | | |
| - Table de mortalité des retraités | TGH-TGF 2005 | | TGH-TGF 2005 | |
| - Taux attendus d'augmentation de salaires | | | | |
| - Taux d'évolution des coûts médicaux | | | | |
| - Taux d'augmentation des rentes retenu | 3% | | | |
| - Age de départ en retraite | | | 1,8% | |
| - Taux de sortie | | | | |

* en fonction de la tranche d'âge et de la catégorie professionnelle

Note B13-D2 IAS19 : Engagements long terme

Médaille du travail

| (en milliers d'euros) | 31-12-2019 | 31-12-2018 | Variation |
|-----------------------|--------------|--------------|------------|
| Médaille du travail | 1 335 | 1 138 | 197 |
| Jours anniversaires | 3 087 | 2 665 | 423 |
| TOTAL | 4 422 | 3 802 | 620 |

C - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE C-1 - PRODUITS ET CHARGES DES PLACEMENTS

NOTE C-1.A - Revenus des placements et frais financiers

| (en milliers d'euros) | Entreprises liées | 2019 Autres | Total | Entreprises liées | 2018 Autres | Total |
|---|----------------------|----------------|---------------|----------------------|----------------|----------------|
| Revenus des placements | | | | | | |
| Revenus des participations | - | 53 | 53 | - | 791 | 791 |
| Revenus des placements immobiliers | 934 | 7 289 | 8 223 | 542 | 7 311 | 7 853 |
| Revenus des autres placements | - | 35 777 | 35 777 | - | 40 646 | 40 646 |
| Autres revenus financiers | - | - | - | - | - | - |
| Total des revenus des placements | 934 | 43 119 | 44 053 | 542 | 48 748 | 49 289 |
| Frais financiers | 123 | 92 692 | 92 815 | 123 | (6 375) | (6 253) |
| Pour mémoire : | | | | | | |
| Autres produits (1) | | | 26 213 | | | 91 324 |
| Autres charges (1) | | | 9 678 | | | 21 161 |

(1) y compris profits et pertes provenant de la réalisation de placements

NOTE C-1.B - Allocation réglementaire du résultat financier

| (en milliers d'euros) | 2019 | 2018 |
|--------------------------|-----------------|----------------|
| Compte technique non-vie | (27 522) | 97 422 |
| Compte non technique | (4 705) | 28 284 |
| TOTAL | (32 227) | 125 705 |

| NOTE C-2 - RESULTAT TECHNIQUE PAR CATEGORIES (en milliers d'euros) | DOMMAGES CORPORELS | | AUTOMOBILE | | | DOMMAGES AUX BIENS | | | | CATAS- TROPHES NATURELLES | R.C. GENERALE |
|---|-------------------------|------------------------|-------------------|-----------------------|---------|--------------------|---------------------|-----------|---------|---------------------------------|------------------|
| | Contrats individuels | Contrats collectifs | Garanties R.C. | Garanties Dommages | Total | Particuliers | Profes- sionnels | Agricoles | Total | | |
| | | | | | | | | | | | |
| 1. Primes acquises | 213 238 | 39 649 | 146 273 | 440 329 | 586 601 | 229 099 | 135 966 | 107 406 | 472 471 | 38 566 | 94 803 |
| 1a. Primes | 214 893 | 39 846 | 152 636 | 452 176 | 604 812 | 231 018 | 142 464 | 110 203 | 483 685 | 42 515 | 98 101 |
| 1b. Variation des primes non acquises | 1 655 | 197 | 6 363 | 11 847 | 18 211 | 1 919 | 6 499 | 2 797 | 11 214 | 3 959 | 1 498 |
| 2. Charges des prestations | 146 823 | 29 527 | 179 480 | 285 495 | 464 975 | 159 935 | 100 024 | 98 297 | 358 256 | 50 192 | 41 001 |
| 2a. Prestations et frais payés | 154 395 | 41 551 | 169 743 | 274 123 | 443 865 | 140 185 | 67 916 | 86 262 | 294 363 | 22 839 | 33 352 |
| 2b. Charges des provisions pour prestations et diverses | -7 571 | -12 024 | 9 738 | 11 371 | 21 109 | 19 750 | 32 107 | 12 035 | 63 893 | 27 353 | 7 610 |
| A. SOLDE DE SOUSCRIPTION | 66 415 | 10 122 | -33 208 | 154 834 | 121 626 | 69 164 | 35 942 | 9 109 | 114 215 | -11 637 | 53 602 |
| 5. Frais d'acquisition | 32 829 | 5 525 | 27 634 | 79 021 | 106 655 | 49 770 | 26 256 | 18 280 | 94 308 | 6 692 | 22 232 |
| 6. Autres charges de gestion | 11 339 | 3 639 | 9 058 | 21 968 | 31 026 | 15 046 | 8 486 | 6 059 | 29 591 | 1 748 | 6 880 |
| B. CHARGES D'ACQUISITION ET DE GESTION | 44 167 | 9 164 | 36 692 | 100 989 | 137 681 | 64 816 | 34 744 | 24 339 | 123 899 | 8 440 | 29 111 |
| 7. Produits des placements alloués | -1 295 | -164 | -7 764 | -3 208 | -10 971 | -2 725 | -1 641 | -796 | -5 161 | -1 190 | -1 719 |
| 8. Participation aux résultats | -1 295 | -164 | -7 764 | -3 208 | -10 971 | -2 725 | -1 641 | -796 | -5 161 | -1 190 | -1 719 |
| C. SOLDE FINANCIER | 106 911 | 19 828 | 74 975 | 220 551 | 295 526 | 119 949 | 76 246 | 58 743 | 254 938 | 23 636 | 49 151 |
| 9. Part des réassureurs dans les primes acquises | 77 339 | 20 776 | 85 602 | 137 062 | 222 864 | 70 107 | 34 752 | 43 339 | 148 197 | 11 522 | 16 744 |
| 10. Part des réassureurs dans les prestations payées | -3 786 | -8 012 | 402 | 5 686 | 6 088 | 9 847 | 21 762 | 4 478 | 36 107 | 23 787 | 4 398 |
| 11. Part des réassureurs dans les charges des provisions pour prestations | 22 480 | 4 615 | 18 622 | 51 238 | 69 860 | 32 849 | 17 845 | 12 293 | 62 987 | 4 291 | 14 815 |
| 12. Commissions reçues des réassureurs | -10 877 | -449 | 29 652 | -26 566 | 3 086 | -7 146 | -1 867 | 1 367 | -7 646 | 15 964 | -13 194 |
| D. SOLDE DE REASSURANCE | 10 075 | 344 | -48 012 | 24 071 | -23 940 | -5 523 | -2 310 | -14 658 | -22 491 | -5 303 | 9 578 |
| RESULTAT TECHNIQUE | 78 174 | 466 | 101 993 | 201 936 | 303 929 | 102 653 | 56 686 | 17 380 | 176 720 | 22 706 | 23 744 |
| Provisions techniques brutes de réassurance : | 76 519 | 269 | 95 630 | 190 089 | 285 718 | 100 735 | 50 188 | 14 563 | 165 506 | 18 747 | 22 246 |
| 14. Provisions pour primes non acquises (clôture) | 36 012 | 7 509 | 537 714 | 117 017 | 714 731 | 154 842 | 126 790 | 68 500 | 350 131 | 97 253 | 159 029 |
| 15. Provisions pour primes non acquises (ouverture) | 45 286 | 19 349 | 595 066 | 105 646 | 700 714 | 138 027 | 96 396 | 56 464 | 290 887 | 75 660 | 151 379 |
| 16. Provisions pour sinistres à payer (clôture) | 4 969 | 1 815 | 99 934 | - | 98 634 | 14 633 | 14 870 | - | 29 503 | 20 980 | 1 683 |
| 17. Provisions pour sinistres à payer (ouverture) | 5 266 | 1 999 | 92 842 | - | 92 842 | 11 698 | 13 156 | - | 24 855 | 17 200 | 1 724 |

| NOTE C-2 - RESULTAT TECHNIQUE PAR CATEGORIES (en milliers d'euros) | PROTECTION JURIDIQUE | ASSISTANCE | PERTES PECUNIAIRES | TRANSPORT | CONSTRUCTION | | CREDIT | CAUTION | ACCEPTIONS | TOTAL GENERAL |
|---|----------------------|------------|--------------------|--------------|-------------------|-----------------------|----------|----------|--------------|----------------|
| | | | | | Dommages ouvrages | Responsabilité Civile | | | | |
| 1. Primes acquises | 16 320 | 707 | 115 | 8 818 | 53 892 | 58 767 | - | - | 5 483 | 1 589 222 |
| 1a. Primes | 15 707 | 707 | 76 | 9 040 | 56 888 | 58 786 | - | - | 5 435 | 1 628 504 |
| 1b. Variation des primes non acquises | -813 | - | -38 | 222 | 2 996 | 29 | - | - | -48 | 39 283 |
| 2. Charges des prestations | 8 824 | 178 | 19 | 3 075 | 38 369 | 81 232 | - | - | 1 006 | 1 223 477 |
| 2a. Prestations et frais payés | 9 782 | 178 | 25 | 4 090 | 18 400 | 40 563 | - | - | 1 263 | 1 064 686 |
| 2b. Charges des provisions pour prestations et diverses | -958 | - | -5 | -1 005 | 19 969 | 40 669 | - | - | -247 | 158 791 |
| A. SOLDE DE SOUSCRIPTION | 7 495 | 530 | 96 | 5 743 | 15 523 | -22 465 | - | - | 4 477 | 365 745 |
| 5. Frais d'acquisition | 4 327 | 2 | 16 | 2 281 | 6 075 | 7 293 | - | - | - | 288 237 |
| 6. Autres charges de gestion | 1 425 | -6 | 1 | 743 | 1 605 | 2 654 | - | - | 586 | 91 230 |
| B. CHARGES D'ACQUISITION ET DE GESTION | 5 752 | -4 | 19 | 3 024 | 7 680 | 9 946 | - | - | 586 | 379 467 |
| 7. Produits des placements alloués | -196 | - | -1 | -9 | -2 349 | -4 467 | - | - | - | -27 522 |
| 8. Participation aux résultats | -196 | - | -1 | -9 | -2 349 | -4 467 | - | - | - | -27 522 |
| C. SOLDE FINANCIER | -196 | - | -1 | -9 | -2 349 | -4 467 | - | - | - | -27 522 |
| 9. Part des réassureurs dans les primes acquises | 8 160 | 322 | 136 | 4 370 | 28 207 | 31 382 | - | - | 3 235 | 825 802 |
| 10. Part des réassureurs dans les prestations payées | 4 891 | 89 | 63 | 2 141 | 9 152 | 19 849 | - | - | 714 | 534 141 |
| 11. Part des réassureurs dans les charges des provisions pour prestations | -479 | - | -3 | -879 | 10 388 | 22 029 | - | - | -100 | 91 538 |
| 12. Part des réassureurs dans les participations aux résultats | 2 895 | -2 | 29 | 1 561 | 4 010 | 5 203 | - | - | 301 | 193 044 |
| 13. Commissions reçues des réassureurs | -853 | -235 | -47 | -1 547 | -4 657 | 15 699 | - | - | -2 320 | -7 078 |
| D. SOLDE DE REASSURANCE | 695 | 298 | 29 | 1 163 | 837 | -21 179 | - | - | 1 571 | -48 323 |
| RESULTAT TECHNIQUE | | | | | | | | | | |
| Provisions techniques brutes de réassurance : | | | | | | | | | | |
| 14. Provisions pour primes non acquises (clôture) | 1 805 | - | 19 | 2 688 | 20 716 | 925 | - | - | 128 | 632 021 |
| 15. Provisions pour primes non acquises (ouverture) | 2 419 | - | 57 | 2 466 | 17 720 | 896 | - | - | 176 | 592 739 |
| 16. Provisions pour sinistres à payer (clôture) | 16 219 | - | 21 | 6 968 | 217 180 | 463 330 | - | - | 4 832 | 2 065 216 |
| Provisions pour sinistres à payer (ouverture) | 17 177 | - | 26 | 7 973 | 197 211 | 412 661 | - | - | 5 428 | 1 921 771 |
| 18. Autres provisions techniques (clôture) | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 460 | 161 344 |
| 19. Autres provisions techniques (ouverture) | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 112 | 145 997 |

NOTE C-3 - AUTRES ELEMENTS D'EXPLOITATION

| (en milliers d'euros) | 2019 | 2018 |
|---|------------------|------------------|
| A) CHARGES DE PERSONNEL | | |
| Salaires | 57 850 | 52 696 |
| Pensions de retraite | - | - |
| Charges sociales | 26 453 | 25 964 |
| Autres | 1 618 | 2 063 |
| Total | 85 921 | 80 723 |
| B) COMMISSIONS D'ASSURANCE DIRECTE | 265 334 | 254 068 |
| C) PRIMES BRUTES EMISES EN ASSURANCE DIRECTE | | |
| France | 1 623 069 | 1 540 633 |
| U.E. (hors France) | - | - |
| Hors U.E. | - | - |
| Total | 1 623 069 | 1 540 633 |
| D) ENTREES DE PORTEFEUILLE | | |
| Primes | - | - |
| Sinistres | - | - |
| E) SORTIES DE PORTEFEUILLE | | |
| Primes | Néant | Néant |
| Sinistres | Néant | Néant |

NOTE C-4 - INCIDENCE DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

| (en milliers d'euros) | 2019 | 2018 |
|--|----------------|---------------|
| Résultat de l'exercice (A) | -56 281 | 80 278 |
| Provision pour impôt constituée au titre de l'exercice (B) | | |
| France | - | 19 300 |
| Etranger | - | - |
| A + B | -56 281 | 99 578 |
| Variation des amortissements dérogatoires (C) | - | - |
| Reprise de la provision pour investissement (D) | - | - |
| A + B + C + D | -56 281 | 99 578 |

NOTE C-5 - CHARGE FISCALE

| (en milliers d'euros) | 2019 | 2018 |
|---|---------------|---------------|
| Provision pour impôt constituée au titre de l'exercice | - | 19 300 |
| Excédent de provision constituée à la clôture de l'exercice précédent | -3 310 | -4 636 |
| Impôts des succursales étrangères | - | - |
| Variation des provisions pour fiscalité différée : | | |
| Fiscalité passive : | | |
| . Plus-values de fusion | - | - |
| . Plus-values sur O.P.E. | - | - |
| . Coupons | - | - |
| Fiscalité active : | | |
| . Provision pour restructuration | - | - |
| . Provision garantie de passif | - | - |
| . Provision contribution exceptionnelle retraite | - | - |
| Provisions suite à redressement fiscal | 201 | 526 |
| Taxe sur les excédents de provisions pour sinistres | 1 430 | 2 530 |
| CHARGE FISCALE COMPTABILISEE | -1 679 | 17 720 |

NOTE C-6 - VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BENEFICES

| (en milliers d'euros) | 2019 | 2018 |
|---|----------|---------------|
| Impôt sur les bénéfices afférent aux opérations ordinaires | - | 17 497 |
| Impôt sur les bénéfices afférent aux opérations exceptionnelles | - | 160 |
| Impôt dû | - | 17 657 |
| PROVISION POUR IMPOT CONSTITUEE AU COURS DE L'EXERCICE | - | 19 300 |

NOTE C-7 - VENTILATION DES OPERATIONS EXCEPTIONNELLES ET NON TECHNIQUES

| (en milliers d'euros) | 2019 | 2018 |
|---|--------------|------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Reprise de la provision pour investissement | - | - |
| Reprise sur autres provisions réglementées | - | - |
| Autres produits exceptionnels | - | 465 |
| Utilisation ou reprise de provisions pour charges exceptionnelles | 23 | 23 |
| Utilisation ou reprise de provisions pour dépréciation exceptionnelles | - | - |
| Total | 23 | 488 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Dotation de l'exercice à la provision pour investissement | - | - |
| Dotation de l'exercice aux autres provisions réglementées | - | - |
| Autres charges exceptionnelles | - | - |
| Dotation de l'exercice aux provisions pour charges exceptionnelles | 26 | 23 |
| Dotation de l'exercice aux provisions pour dépréciation exceptionnelles | - | - |
| Total | 26 | 23 |
| Produits non techniques | | |
| Honoraires et commissions | - | - |
| Récupérations | - | - |
| Autres produits | 852 | 92 |
| Total | 852 | 92 |
| Charges non techniques | | |
| Commissions | - | - |
| Autres charges | 1 587 | 547 |
| Total | 1 587 | 547 |

NOTE C-8 - ETAT COMPARATIF DES FRAIS GENERAUX ET DES COMMISSIONS BRUTES

| (en milliers d'euros) | 2019 | 2018 |
|--|----------------|----------------|
| Charges par nature | | |
| Frais généraux | | |
| . Charges externes | 130 998 | 126 775 |
| . Frais de personnel | 85 921 | 80 723 |
| . Impôts et taxes | 17 213 | 11 998 |
| . Dotations aux amortissements et provisions | 57 | 4 895 |
| . Autres charges de gestion courante | 212 | 58 |
| sous-total : | 234 401 | 224 449 |
| Commissions brutes | 262 793 | 249 456 |
| TOTAL PAR NATURE | 497 194 | 473 906 |
| Charges par destination | | |
| Frais de règlement des sinistres | 102 882 | 99 051 |
| Frais d'acquisition des contrats | 288 237 | 265 384 |
| Frais d'administration des contrats | 104 102 | 107 448 |
| Frais affectés à la gestion financière | 1 973 | 2 023 |
| Autres charges techniques | - | - |
| TOTAL PAR DESTINATION | 497 194 | 473 906 |

D - AUTRES INFORMATIONS

NOTE D-1 - CONSOLIDATION

SOCIETE MERE

Les comptes annuels d'Aviva Assurances sont consolidés :

Au niveau groupe : par intégration globale dans les comptes d'AVIVA PLC, dont le siège social est situé à St Helen's, 1 Undershaft, Londres EC3P 3DQ - Royaume-Uni pour les comptes d'AVIVA FRANCE

Au niveau sous groupe : par intégration globale dans les comptes d'AVIVA FRANCE, dont le siège social est situé au 80, avenue de l'Europe 92270 Bois-Colombes

NOTE D-2 - INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL

| | 2019 | | 2018 | |
|------------------------------------|----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|
| | Personnel commercial | Autre personnel | Personnel commercial | Autre personnel |
| Effectif moyen du personnel | | | | |
| Direction | - | 20 | - | 16 |
| Cadres | 133 | 513 | 128 | 484 |
| Non cadres | - | 557 | - | 551 |
| Total du personnel | 133 | 1 090 | 128 | 1 051 |

NOTE D-3 - INFORMATIONS SUR LES HONORAIRES VERSES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions du règlement ANC 2016-07, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes distinguant les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes de ceux facturés au titre des services autres que la certification des comptes est mentionnée dans les comptes d'Aviva France.

